

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 186
Jeudi 3 MAI 1973

HALTE AUX CRIMES ET BOMBARDEMENTS U.S. AU CAMBODGE

Depuis bientôt deux mois, la rage aveugle des agresseurs américains se déchaîne au Cambodge. Le nombre des B 52 utilisés pour des bombardements, d'une intensité sans précédent sur le sol indochinois, atteint jusqu'à 120 par jour !

C'est l'ensemble des zones libérées qui est ainsi noyé sous un déluge de fer et de feu, faisant d'innombrables victimes.

Cette escalade de l'agression américaine au Cambodge démontre, aux yeux des peuples du monde, l'entêtement des impérialistes yankees à poursuivre la guerre en Indochine. Entêtement qui se manifeste aussi par les incessantes, multiples et grossières violations des Accords de Paris, au Vietnam, de Vientiane au Laos.

Non ! ce n'est pas de leur plein gré que les Américains se retireront du Cambodge. Leur intention est bien de s'y maintenir pour transformer le pays en base d'agression contre les pays voisins.

C'est pourquoi le peuple khmer n'a pas d'autre choix que de poursuivre sa lutte héroïque pour imposer la paix. Et il progresse victorieusement en ce sens.

L'intensité et la barbarie des bombardements U.S. n'a pu empêcher le voyage d'importance historique que le prince Sihanouk, chef de l'Etat cambodgien, vient d'effectuer dans la zone libérée. Voyage qui a démontré de façon éclatante la légitimité absolue du G.R.U.N.K. et son indéfectible unité, en même temps que la vanité de l'agression américaine qui vise à mettre à genoux le peuple khmer.

Au même moment, celui-ci repoussait victorieusement une nouvelle tentative d'invasion de son sol, mettant en déroute complète les bataillons saonnais et leurs conseillers américains.

Retranchés dans leur repaire de Phnom Penh, les dérisoires fantoches de la clique Lon Nol - Sirik Matak ne sont même plus à l'abri des coups que leur assènent la population, soulevée contre ce régime odieux, et les Forces patriotiques de libération. Leurs maîtres américains chassés, ils seront immédiatement et irrésistiblement balayés. Et chaque jour qui passe rapproche de ce moment.

Indomptable, le peuple cambodgien poursuit son combat, étroitement uni autour du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge et de son chef, Samdech Norodom Sihanouk, assuré de la fraternelle solidarité des peuples vietnamien, lao et chinois. D'ores et déjà, la victoire lui appartient.

Exigeons la cessation immédiate des criminels bombardements U.S. sur le Cambodge et la reconnaissance du G.R.U.N.K., seul représentant légitime du peuple khmer.

Agresseurs yankees, hors d'Indochine !

Le peuple cambodgien vaincra !



Lors de son récent voyage dans les zones libérées du Cambodge, Samdech Norodom Sihanouk rencontre de jeunes combattants.



Le 1^{er} mai 1973 aura vu des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes manifester jusqu'à la place de la Nation.

Les marxistes-léninistes s'étaient rassemblés à partir de 14 heures aux abords de la place de l'Hôtel-de-ville. Un gros travail de collage d'affiches et de diffusion de tracts avait été effectué par nos camarades. En tête, une grande banderole « Humanité Rouge ». Des camarades arrivent avec des pancartes, les uns portant sur les revendications immédiates de la classe ouvrière : « A travail égal, salaire égal », « Les quarante heures tout de suite sans diminution de salaire », « La retraite à soixante ans », etc.

De vieux camarades sont là, d'anciens F.T.P., ayant milité des dizaines d'années au P. « C. » F. De jeunes enfants sont venus avec leurs parents, la première « manif » peut-être.

Des travailleurs immigrés sont présents. Les camarades tunisiens de « Perspectives », turcs du « Front uni patriotique de Turquie », des camarades portugais, le visage couvert d'une cagoule pour éviter la répression fasciste, se sont joints, sous leurs propres banderoles, au cortège de l'Humanité Rouge. Des pancartes exigent l'abrogation de la circulaire Fontanet, d'autres proclament l'unité des travailleurs français et immigrés.

Des délégations d'usines sont présentes avec leurs banderoles. Demain, on dira aux copains de l'usine comment ça s'est passé.

Cette manifestation est placée sous le signe de l'Unité prolétarienne et populaire, aussi tout au long de la manifestation entend-on les mots d'ordre : « Unité prolétarienne à la base et dans l'action », « Unité populaire ! »

Un groupe de militants était regroupé derrière une pancarte du Comité d'unité populaire du 13^e

arrondissement. Un autre derrière le Comité anti-impérialiste du 18^e arrondissement.

A 16 h 30, la manifestation se met en marche vers la Nation — après que, pendant deux heures, son service d'ordre a fait face avec discipline et sang-froid aux multiples harcèlements de groupes anarchistes massés sur les trottoirs.

Environ deux mille manifestants sont regroupés derrière la banderole « l'Humanité Rouge ».

On entend les mots d'ordre : « Une seule solution, la révolution prolétarienne », « A bas l'électoralisme, vive la lutte de masse ! »

Le 1^{er} mai, c'est aussi la journée de l'internationalisme. Des drapeaux vietnamien, lao, khmer, palestinien sont là et on entend : « Palestine, Indochine vaincront ! » Des pancartes exigent l'arrêt des bombardements U.S. sur le Cambodge, la reconnaissance du G.R.P. et du G.R.U.N.K.

Des camarades guadeloupéens sont venus et ensemble nous crions : « Indépendance pour la Guadeloupe ! »

L'amitié avec la Chine et l'Albanie est proclamée, les drapeaux chinois et albanais sont brandis.

Les mots d'ordre soutenant le peuple brésilien contre la dictature fasciste sont également repris par la foule.

Malgré la pluie battante, la combativité est grande.

L'Internationale est reprise fréquemment avec son couplet créé au congrès constitutif du P.C. M.-L.F. en 1967.

On peut d'ailleurs voir des milliers de gens, sur les trottoirs, lire l'Humanité nouvelle, organe central clandestin du P.C.M.-L.F. interdit en 1968.

Une nouvelle preuve que le jeune parti communiste poursuit son combat dans la clandestinité.

De nombreux mots d'ordre sont repris : « Dissolution des milices patronales », « A bas les cadences infernales ! »

On traverse le vieux faubourg Saint-Antoine et on arrive place de la Nation. Une dernière fois, L'Internationale est chantée, on replie les banderoles et on se disperse, dans le respect des consignes d'une organisation faisant preuve de responsabilité et de discipline.

En ce soir de 1^{er} mai, la combativité est renforcée. Demain, le combat se poursuivra avec plus de détermination !

Où était la classe ouvrière ?

Le matin du 1^{er} mai, des ultra-gauchistes se proclamant « marxistes-léninistes » avaient organisé une manifestation de masse... de deux cent cinquante à trois cents personnes sous prétexte de ne pas soutenir le défilé « révisionniste ». Curieuse « ligne de masse » consistant à ne pas se mêler aux travailleurs là où ils sont pour y déployer le drapeau du marxisme-léninisme et lancer de justes mots d'ordre !

Nous déplorons, pour notre part, que les quelques dizaines de militants sincères, détournés de la lutte là où elle se livrait effectivement, ne se soient pas trouvés dans notre cortège pour faire front avec résolution et courage à la fois aux anarchistes et aux révisionnistes : les marxistes-léninistes ne sont jamais trop nombreux dans la bataille.

Notons que l'O.R.T.F. et la presse bourgeoise ont accordé une grande importance au mini-défilé en question.



ASSOMMER... OU CONVAINCRE les ouvriers trompés par le révisionnisme

Tout nous sépare de la ligne idéologique et politique des dirigeants révisionnistes. Nous la condamnons sans réserve et sans ambiguïté. Mais beaucoup, à commencer par les intérêts communs de classe, nous fait devoir d'unir à nous, sur une base prolétarienne, les dizaines de milliers d'ouvriers qui défilent juste devant notre cortège, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

C'est pourquoi nous condamnons sans réserve les agressions ultra-gauchistes commises contre des militants de base, pendant et après la manifestation.

L'unité prolétarienne contre le pouvoir de la bourgeoisie ne se fera pas contre la masse de ces travailleurs, mais avec eux, lorsque nous serons parvenus à démasquer complètement la trahison révisionniste, sur la base de leur propre expérience concrète, et grâce à nos explications patientes et convaincantes.

Ni révisionnisme, ni gauchisme, une seule ligne juste : le marxisme-léninisme !

UNIR

TOUJOURS UNIR LES TRAVAILLEURS POUR LA LUTTE

« L'opinion publique en a assez. Elle veut la tranquillité et le calme. Le pays nous jugera sur la fermeté... » Ces quelques paroles prononcées par Pompidou sont claires, nettes et précises. Elles viennent confirmer une orientation que la composition du nouveau gouvernement Messmer avait déjà mise en évidence. L'heure n'est plus à la « concertation » mais à la « fermeté ». Puisque la collaboration de classes a été incapable d'empêcher le développement des luttes, le pouvoir recourt à l'épreuve de force.

Chez Renault et Peugeot entre autres, plusieurs dizaines d'ouvriers, parmi lesquels des délégués C.F.D.T. et C.G.T., sont frappés par des mesures de licenciement et déferés devant les tribunaux. Nous voilà devant une nouvelle attaque d'envergure contre le droit de grève.

Des arrêtés d'expulsion sont prononcés contre des ouvriers occupant leurs usines.

Des milices fascistes, protégées par la police, agressent des travailleurs en grève.

A Saint-Etienne, la police charge sauvagement une manifestation de travailleurs immigrés. Fontanet et Galley menacent la jeunesse étudiante.

Telle est la « fermeté » dont parle Pompidou. C'est ainsi qu'il veut faire régner « la tranquillité et le calme » c'est-à-dire faire accepter l'exploitation et l'injustice.

Le pouvoir sait que la colère est grande parmi les travailleurs et les couches populaires. Il compte sur la force pour briser les luttes. Les menaces, la répression, sont les armes d'un pouvoir qui a peur et qui n'en est que plus dangereux. Les mois qui viennent vont voir inévitablement un développement des luttes de la classe ouvrière et du peuple, la riposte à l'exploitation est dans l'ordre des choses. Cela, la bourgeoisie le sait fort bien. On va voir aussi une accentuation de la fascisation de ce régime, déjà perceptible.

Plus ça va et moins les dirigeants révisionnistes sont capables de détourner la volonté de lutte des travailleurs, d'empêcher le recours aux formes efficaces de lutte. Ce n'est pas là le moindre souci de la réaction. Qu'on réfléchisse par exemple à ces propos de Dreyfus, P.D.G. de Renault :

« Ce qui s'est passé peut donner lieu à des craintes, mais nous souhaitons que les organisations syndicales se ressaisissent et nous continuerons ainsi à bâtir une politique sociale qui a des défauts mais qui n'est pas la plus mauvaise en France. »

Et pendant ce temps, Marchais prépare les prochaines élections, ressort le « programme commun » et se fait rassurant : « Nous sommes des libéraux », proclame-t-il, « nous sommes en 1973 et non plus en 1917 », « le fait qu'il soit (le P.C.F.) avec les socialistes et avec les radicaux de gauche est la meilleure garantie qu'il respectera les libertés démocratiques ».

Une telle attitude a déjà suffisamment montré sa nocivité, elle ne fait que conduire les travailleurs d'échec en échec.

Ce qu'il faut aujourd'hui c'est que dans les entreprises les travailleurs se rassemblent, serrent les rangs, forgent leur unité pour leurs revendications, pour faire échec aux menaces et aux agressions d'un pouvoir fascisant.

Que tous ceux qui ressentent le besoin de l'unité, qui sont déterminés à combattre pour leurs revendications, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, s'assemblent dans des comités d'unité prolétarienne.

Unir, toujours unir les travailleurs pour la lutte telle est la tâche du moment.

HAUSSE DES PRIX

Les élections passées, Giscard d'Estaing devient plus « lucide » : Il faut être conscient que l'effet de la réduction de la T.V.A. est désormais épuisé et que l'économie française va se trouver placée à nouveau devant les difficultés que rencontrent l'ensemble des pays industrialisés en matière de prix.

Tardive prise de conscience de Giscard ! Les travailleurs, quant à eux, se sont aperçus depuis longtemps que cette réduction de la T.V.A. n'avait fait que freiner légèrement, le temps de 2 scrutins, la hausse des prix — qui n'a jamais cessé puisque l'index officiel la chiffre à 0,8 % pour le premier trimestre 1973.

Pour le seul mois de mars, l'Institut de la statistique avoue 0,5 % de hausse — et par rapport à mars 1972, + 6,7 %, dont : alimentation

+ 8,5 % (viande : + 14,4 % ; fruits et légumes : + 12,5 %) ; produits manufacturés : + 4,3 % ; services : + 7,3 % (dont logement : + 7,1 %).

Les prix vont connaître une véritable flambée les prochains mois, réduisant encore le pouvoir d'achat des travailleurs. Les patrons réclament la « liberté des prix ». On avance une hausse du prix de l'essence et du fuel. L'augmentation de tous les tarifs publics (gaz, électricité, etc.) est préparée. Et il est plus probable que les loyers des H.L.M. continuent à augmenter, étant donné les « difficultés de gestion » des offices d'H.L.M.

L'inflation, la hausse des prix : une maladie incurable du système capitaliste.

Une seule solution : la révolution prolétarienne pour instaurer le socialisme.

Parmi les luttes de la semaine

USINE JACQUEMARD A SAINT-ETIENNE

Dans cette usine qui emploie 500 travailleurs, 350 sont en grève depuis le 30 mars. Mercredi matin 18 avril, des employés dont la plupart étaient des cadres firent un piquet de dissuasion pour assurer la « liberté du travail ». Un autre piquet, mais celui-ci, des grévistes, interdisait l'entrée de l'usine aux jaunes pour protester contre le lock-out intervenu 48 heures plus tôt et les sanctions prises par la direction contre cinq ouvriers qui ont reçu une lettre de licenciement pour « pénétration par effraction, tentatives de pénétration par la force, accompagnées de violence, coups et blessures ». La reprise du travail ne pouvant se faire, la direction décide de fermer l'usine jusqu'à mardi 24 avril. Des flics sont à proximité de l'usine.



USINE JURINE A CHAMBON- FEUGEROLLES

Dans cette usine de textiles, située à 3 km de St-Etienne, et qui emploie 200 travailleurs, douze ouvrières sont en grève illimitée depuis le 9 avril pour ne plus être payées au rendement. Le 16 avril des débrayages de solidarité ont eu lieu dans la plupart des entreprises du Chambon et de la Ricamarie avec information sur le tas.

USINE PERRISEL A L'HORME

Les 130 travailleurs de cette usine de tôlerie, située près de St-Chamond, ont décidé en assemblée générale d'occuper l'usine le 17 avril 1973.

Leurs revendications sont : augmentation des salaires de 0,70 de l'heure ; aug-

mentation de 8 % pour rattrapage de 70 à 72 ; augmentation du salaire de base pour le travail aux pièces, liberté syndicale, etc.

ETABLISSEMENT LABO-INDUSTRIE A CHAZELLES

Les 200 travailleurs de cette usine fabriquant des bougies pour moteur participaient depuis le 21 février à des débrayages et des arrêts surprises pour leurs revendications, puis les travailleurs décidaient d'occuper l'usine. Puis la direction réclamait l'expulsion des grévistes de l'usine au nom du respect de la « propriété privée » et de la « liberté du travail ». Sept délégués CGT et CFDT ont reçu le 17 avril une citation en référé du tribunal de grande instance de Montbrison.

USINE ZENITH-AVIATION A LA ROCHE MOLIERE

Dans cette usine à 5 km de St-Etienne, 250 travailleurs ont fait une grève d'une demi-journée.

USINE ERNAULT-SOMUA A ST ETIENNE

Depuis trois semaines les débrayages se poursuivent, les 770 travailleurs de cette usine de machine-outils menacent de durcir l'action si des accords n'interviennent pas rapidement.

USINE MURAT A PRIEST-EN-JAREZ

Des débrayages ont lieu dans cette usine de mécanique et d'outillage situé à la sortie nord de St-Etienne et qui emploie 190 travailleurs.

BASSIN MINIER DES BAUXITES

120 électro-mécaniciens et mineurs d'Aluminium Pechiney, du Bassin Minier de Brignolles sont en grève pour leurs revendications.

A PARTIR DU 9 MAI
A PARIS
AU PETIT PALAIS
EXPOSITION
des TRESORS



D'ART CHINOIS
et DECOUVERTES
Archéologiques

(374 pièces uniques, bronzes, céramiques, jades, etc...)



Comment démarrer une section syndicale

« Je voudrais bien me syndiquer, mais comment ? Dans mon usine, il n'y a pas de syndicat... Pourtant, des revendications, on en aurait à présenter ! »

Voilà une réflexion couramment rapportée par des camarades ouvriers. Qu'à cela ne tienne ! le rôle du militant marxiste-léniniste, dans son atelier, son chantier, son bureau, son magasin, c'est d'impulser résolument les luttes, de dégager, avec la masse des travailleurs, des perspectives, des objectifs, des moyens pour l'action **classe contre classe**. Orienté sur des bases justes, le travail syndical demeure un outil précieux pour cela.

Alors, comment commencer là où il n'y a pas de syndicat représenté ?

L'enquête

C'est le premier stade du travail. La discussion patiente, large, systématique avec le plus possible de travailleurs pour bien connaître la situation dans l'usine, les revendications, la volonté de lutte, les travailleurs les plus déterminés à l'action.

Ensuite, une petite réunion avec ces derniers pour lancer l'idée « Et si on se syndiquait ? » et l'examiner en commun. Si elle rencontre un écho, à nouveau l'enquête pour déterminer à quelle Confédération s'affilier : la C.G.T. ? la C.F.D.T. ? (il est bien entendu hors de question de s'affilier à une Confédération prônant ouvertement la collaboration de classe comme les syndicats « maison » ou prétendument « indépendant »).

La réponse dépend essentiellement des travailleurs eux-mêmes, selon les conditions concrètes de leur entreprise. Elle nécessite de larges explications pour définir d'abord les bases de lutte qui doivent rassembler tous les travailleurs :

— Refus de toute collaboration de classe ;

— Application de la ligne prolétarienne **classe contre classe** ;

— Définition démocratique des revendications et des moyens d'action par les travailleurs eux-mêmes, **syndiqués ou non** ;

— Nécessité de lutter en permanence, pour imposer ces principes d'action contre les lignes réformistes ou révisionnistes parachutées par les sommets syndicaux ;

— Elaboration de l'unité à la base et dans l'action.

L'Assemblée générale

Ce travail d'explication accompli le plus largement possible, il faut ensuite préparer l'assemblée générale des syndiqués de façon **clandestine** par rapport au patron et à ses mouchards. C'est un point très important si on ne veut pas que la section soit décapitée avant même d'exister. Les patrons,

voyant d'un mauvais œil l'organisation des ouvriers pour la lutte, licencient, en effet, systématiquement, les « meneurs », dès qu'ils ont vent de la chose, alors que ces derniers ne bénéficient pas encore d'une protection légale.

L'ordre du jour de l'assemblée doit comprendre : l'exposé des principes d'action envisagés, l'élaboration du cahier de revendications de l'entreprise, l'élection de camarades aux différents postes de responsabilité. Ces camarades, élus par l'assemblée des syndiqués, sont responsables devant elle, révocables à tout moment par elle et soumis en permanence à son contrôle.

L'assemblée générale doit être préparée par un large travail d'information. Sa convocation doit être fixée à une date et à une heure commodes pour le plus grand nombre de travailleurs.

Pour la préparer, contacter l'Union locale de la Confédération choisie, la plus proche du siège de l'entreprise, qui doit aider pratiquement au démarrage de la section.

Pour en connaître l'adresse, écrire ou téléphoner à la Confédération choisie :

— C.G.T. : 213 rue Lafayette, Paris 10^e - Tél. : BOT. 86-50 ;

— C.F.D.T. : 26 rue Montholon, Paris 10^e - Tél. : 526-63-09.

Le bureau

Elu par l'assemblée, il comprend, en général :

— Le secrétaire de section, responsable de l'ensemble du travail du bureau ;

— Le trésorier ;

— Le responsable à l'agitation-propagande ;

— Le responsable à l'organisation qui doit chercher à faire participer le plus grand nombre possible de travailleurs syndiqués ou non à la réalisation des tâches décidées en commun.

Les travailleurs immigrés peuvent être élus à ces postes, sans condition de nationalité.

Le bureau prépare le travail de la section, les ordres du jour des réunions, etc. Celles-ci doivent, en règle générale, être ouvertes à tous les travailleurs de l'entreprise.

Cette organisation varie, bien entendu, avec la grandeur de l'entreprise, les difficultés de liaison dues aux horaires et autres conditions de travail, l'intensité de la répression patronale, etc.

Section syndicale et syndicat

Contrairement au syndicat, la section syndicale d'entreprise est une simple organisation de fait, ce qui si-

gnifie qu'elle n'a pas de personnalité juridique (possibilité de faire des procès en son nom, de posséder des biens immobiliers, etc.). Elle n'a donc pas de statut à déposer à la préfecture, pas à faire connaître la liste de ses membres ni de ses dirigeants. Les responsables de la section convoqués à la police — ce qui arrive souvent — n'ont pas à répondre à cette convocation.

Depuis 1968, l'activité de la section syndicale à l'entreprise est légale.

Suivant les cas, les sections syndicales sont rattachées à un syndicat d'entreprise ou local regroupant les travailleurs de la même profession (métallurgie, chimie, commerce...).

Les unions locales regroupent, sur un plan géographique, tous les syndicats de la localité.

Les unions départementales regroupent les syndicats et les unions locales du département.

Les syndicats se regroupent également, sur un plan professionnel, à l'intérieur d'une fédération d'industrie.

Les délégués syndicaux

Dans les entreprises de plus de cinquante salariés, un ou plusieurs (selon la taille de l'entreprise) délégués syndicaux peuvent être désignés, même si la section syndicale est seulement en cours de constitution.

Conditions de désignation :

— Avoir vingt et un ans ;

— Travailler dans l'entreprise depuis un an au moins (sauf pour les entreprises nouvellement créées où le délai est ramené à quatre mois) ;

— Etre de nationalité française ou de l'un des pays de la Communauté économique européenne ;

— Avoir le droit de vote aux élections politiques.

C'est en principe le **syndicat** (professionnel ou local) qui notifie au patron le nom du ou des délégués syndicaux. Mais, en pratique, le bureau de la section peut le faire (par lettre recommandée avec accusé de réception ; une copie de la lettre doit être envoyée à l'inspecteur du Travail).

Le délégué syndical est désigné pour une durée non déterminée. Il peut être remplacé à tout moment par sa section syndicale.

Dès la notification de sa désignation, le délégué syndical est soumis à une protection particulière qui interdit, en principe, son licenciement.

Lorsqu'on envisage la création d'une section syndicale d'entreprise, il est indispensable de se renseigner à fond sur les droits syndicaux reconnus par la légalité bourgeoise elle-même. Nous publierons prochainement une fiche d'information sur ces droits.

DIJON

Foyer du bâtiment
Blanqui

PREMIÈRE LUTTE

PREMIÈRE VICTOIRE

Le lundi 9 avril, au foyer du bâtiment Blanqui, à Dijon, les travailleurs immigrés (algériens, marocains, tunisiens, turcs, africains, portugais et yougoslaves) et les travailleurs français du foyer ont décidé de ne pas aller sur leurs chantiers pour protester contre les saloperies du gérant.

En effet, jusqu'à lundi, c'était le gérant qui faisait la loi. Il coupait l'électricité ou l'eau chaude plusieurs heures de suite quand ça lui plaisait ; il avait ôté les ampoules des lavabos ; il interdisait les visites la semaine. Pour se faire de l'argent, il gardait des chambres libres, disait qu'elles étaient toutes occupées pour pouvoir demander 100 ou 200 F au travailleur immigré qui cherchait une chambre. Bien entendu, quand un gars partait voir la famille au pays, il avait intérêt à ramener un cadeau s'il voulait retrouver sa chambre. C'était aussi les coups de poing dans les portes de chambre à minuit, les coups pour les gueules qui lui plaisaient pas, etc. Mais dimanche 8, il est allé trop loin : sous prétexte de faire monter des gars dans leurs chambres à 9 h, il a bousculé un de ceux qui se trouvaient dans la salle commune puis l'a tabassé et l'a envoyé à l'hôpital (il avait aussi un fusil).

Les gars du foyer commençaient à en avoir marre de ces brimades, de cette ambiance de caserne ou de prison. Dans la nuit de dimanche à lundi, ils ont discuté et ils se sont mis d'accord. Lundi, donc, ils ne sont pas allés travailler en exigeant que le gérant du foyer soit vidé et que les installations (électricité, eau chaude, douches) marchent tout le temps. Première lutte, première victoire : un des patrons du bâtiment, Pouletty, vient et promet de faire ce que demandent les travailleurs du foyer.

Pour nous, travailleurs français et immigrés, UNE SEULE SOLUTION : NOUS UNIR POUR LUTTER !

NOUS UNIR POUR OBTENIR, CLASSE CONTRE CLASSE, DES AMÉLIORATIONS DE NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL AUJOURD'HUI !

NOUS UNIR DEMAIN POUR CHASSER LES PATRONS ET LEUR POLICE !

Les communistes
marxistes-léninistes de Dijon.
L'« Humanité-Rouge ».

VALLOUREC

Action victorieuse des O.S. du magasin

Depuis quelques jours, les ouvriers OS du Magasin de Vallourec parlaient entre eux de leurs revendications.

Le lundi 9 avril, l'équipe du matin décide de lancer l'action et en informe les délégués C.G.T. et C.F.D.T. Et l'après-midi, il y a un arrêt d'une heure et demie pour l'information des deux équipes.

Le cahier de revendications est mis au point et déposé :

— Un échelon supplémentaire pour tout le monde ;

— Pas d'échelon au-dessous du 7 ;

— Les préparateurs OS11 passent P1 ;

— 3 bleus au lieu de 2.

Mardi, le directeur appelle les délégués qui y vont avec quelques travailleurs du magasin. La réponse : d'accord pour monter 15 personnes d'un échelon (sur 90 !).

Il y a de nouveau un arrêt de travail d'une heure et demie pour examiner cette proposition : bien sûr, les travailleurs refusent ces quelques miettes et cette tentative de division. Et l'équipe du soir décide de ne pas reprendre le travail.

Mercredi : l'équipe du matin ne prend pas le travail, ce qui lui permet de surprendre le directeur. Celui-ci, peu rassuré, demande aux travailleurs de s'expliquer, et bien sûr dit aux travailleurs qu'il faut reprendre le travail pour discuter ! Puis, devant la détermination des travailleurs, promet de donner une réponse dans une heure.

A 9 h 30, réunion d'information : le directeur propose un échelon supplémentaire pour tous — et pas d'échelon au-dessous de 6. Les syndicats organisent le vote à bulletin

secret : la majorité des ouvriers refusent de reprendre le travail.

Finalement le directeur accepte :

— Un échelon de plus pour tous ;

— Pas d'échelon en dessous de 7 ;

— 3 bleus au lieu de 2.

Les préparateurs ne passent pas P1, ils ont l'échelon OS 11 + 1.

Les travailleurs acceptent, l'essentiel de leurs revendications étant satisfait.

Cette grève est un exemple d'unité à la base et dans l'action. Les ouvriers sont restés fermes et décidés à ne pas se diviser. A Vallourec, le mouvement se poursuit actuellement chez les OS de la fabrication par des grèves perlées. C'est en prenant exemple sur l'action menée par le magasin que tous les OS arracheront leurs revendications.

Correspondant H.R.

Commandez
lisez
diffusez
notre brochure
**Ce que
proposent
les
Marxistes-
Léninistes**

édité par
l'Humanité Rouge
3,50 F (port en sus : 20 %)

SAINT-ETIENNE

Les 51 grévistes de la faim vaincront !

Aujourd'hui 30 avril, les 51 ouvriers tunisiens grévistes de la faim de Saint-Etienne, en sont, pour la plupart, à leur 21^e jour de grève.

Vous lirez ici ce qu'ils nous ont appris au cours d'une discussion approfondie. Mais ce que nous ne pouvons assez bien traduire ici, c'est leur résolution calme et lucide, qui n'a rien à voir avec le désespoir ; et leur confiance dans la victoire que n'entame en rien l'épuisement grave dans lequel ils se trouvent après un jeûne si long.

Qui oblige les travailleurs tunisiens à quitter leur famille, leur pays, pour venir en France travailler dans des conditions abominables ?

Les grévistes disent : « Ce sont les capitalistes français, américains, allemands, italiens qui pillent notre pays avec l'aide de Bourguiba et de sa clique. »

« A la mine de Djarissa qui appartient aux capitalistes U.S. et français et à l'Etat de Bourguiba, mon père, malade de silicose, dit un gréviste, a le choix entre le chômage et le travail au fond malgré les interdictions les plus formelles de tous les services médicaux. La plus grande fonderie de Tunisie, « Al Foulad », appartient aussi aux capitalistes français pour une grande part, ainsi que l'industrie chimique et beaucoup de terres. Les capitalistes étrangers peuvent faire retourner en France ou ailleurs la quasi totalité des bénéfices qu'ils nous arrachent. Ainsi, avec l'aide du gouvernement tunisien, ce sont les exploités de la classe ouvrière de France et d'autres pays capitalistes qui réduisent la Tunisie à la misère, surexploitent à mort les quelques ouvriers tunisiens qui arrivent à trouver du travail en Tunisie et qui forcent les autres à venir se faire exploiter au plus bas prix en France. Et ils reçoivent pour tout cela l'aide empressée de la bourgeoisie fantoche au pouvoir ; elle préfère, dit un gréviste, nous voir en France qu'à faire la révolution en Tunisie ! »

« Les capitalistes ne connaissent pas de frontières pour nous exploiter. Ne nous laissons donc pas abuser

quand ils essayent de nous diviser entre ouvriers sous prétexte de nationalité ! »

Pourquoi les ouvriers français doivent lutter avec les immigrés contre les conditions d'esclaves qui sont faites à ceux-ci ?



COMMUNIQUE DE PRESSE DES 51 GRÉVISTES

Nous apprenons que le Préfet a accepté de recevoir lundi 30 avril une délégation des partis de gauche et des syndicats où peut-être nos revendications seront discutées.

Parmi les organisations qui seront reçues, deux (le P.C.F. et la C.G.T.) attaquent ouvertement notre action en disant que nous sommes conduits par le désespoir et que nous sommes manipulés par le Comité de soutien.

Ce n'est pas le désespoir qui nous guide mais la volonté de vaincre, nous dirigeons nous-mêmes notre lutte. Le Comité de soutien donne son avis, mais à la fin c'est nous qui décidons.

De plus le P.C.F. a le même avis que le Préfet sur la manifestation de vendredi. Pour nous, il est clair que c'est le Préfet qui a décidé la répression devant la volonté de lutte des manifestants.

Pour ces raisons, la délégation de lundi ne peut prétendre parler en notre nom.

C'est une nouvelle manœuvre du Préfet pour refuser de discuter avec nos représentants et pour refuser de satisfaire nos revendications.

Au moment où des marchandages se préparent sur notre dos, nous affirmons :

1) Nos deux principales revendications sont la carte de travail et la carte de séjour.

2) Nous ne pouvons nous contenter d'une autorisation provisoire de séjour qui nous laisserait dans trois mois sans papiers.

3) En tout état de cause, il ne faut pas compter que la grève cesse tant que nous n'aurons pas des garanties d'avoir carte de travail et carte de séjour. Ces garanties impliquent que nous ayons en même temps avant la fin de la grève :

1) Une autorisation provisoire de séjour de 3 mois.

2) Un engagement écrit de la préfecture de transformer cette autorisation en carte de séjour ordinaire au bout de 3 mois.

3) Un engagement écrit de la D.D.T.M.O. de nous fournir successivement des contrats de travail d'un an jusqu'à ce que l'un nous satisfasse.

4) Un premier contrat pour chaque gréviste validé par l'A.N.P.E.

5) Un engagement écrit que la visite de l'O.N.I. se passe en France.

6) Un engagement écrit qu'aucune mention spéciale ne sera portée sur nos papiers du fait de notre grève.

7) Un logement décent pour chaque gréviste au prix maximum de 12 000 AF par mois.

« La circulaire Fontanet entraîne l'expulsion de tout étranger du moment que le patron annule son contrat de travail ! Aussi, pratiquement, le travailleur étranger perd le droit de grève ; grève pour lui = expulsion. »

Un gréviste dit : « Pour beaucoup d'entre nous, en fait, il ne reste plus qu'une solution : le travail clandestin... alors là... il faut accepter dix-douze heures par jour avec 700-800 francs par mois, sans Sécurité sociale, un logement immonde... et tout. A la moindre protestation, c'est l'expulsion. Ce n'est pas facile de participer aux luttes dans ces conditions ! »

de la Loire puis écoutez ceci ; un gréviste dit : L'autre jour, j'ai voulu aller expliquer notre lutte aux camarades de Peugeot en grève qui tenaient un meeting devant l'usine. Les responsables de la C.G.T. m'ont arraché le micro qu'un ouvrier m'avait donné et m'ont bousculé en me criant : « Fiche le camp, démerde-toi » de ta grève de la faim avec ton comité de soutien ! Voilà quelle était leur attitude au troisième jour de la grève ! Elle a toujours été la même avant et depuis. La C.G.T. a même osé dire qu'elle ne pouvait soutenir nos revendications parce que ce qu'il fallait c'était abroger la circulaire Fontanet (après l'avoir approuvée d'ailleurs !). Bien sûr, il faudra arriver à abroger la circulaire Fontanet. Mais ce sera une lutte longue, on le sait bien. Or, nos revendications ne peuvent plus attendre jusque-là. Et maintenant voilà qu'ils prétendent être nos représentants ! Le préfet ne veut recevoir qu'une délégation de partis et syndicats d'ailleurs, et refuse, depuis le début, de recevoir le comité de soutien que nous avons mandaté pour présenter nos revendications. Cela montre bien que le préfet sait très bien qui soutient les grévistes et qui les trahit ! Aussi avons-nous fait le communiqué de presse (ci-contre) pour les empêcher de nous poignarder dans le dos !

« Camarades du P.C.F. qui voulez être des communistes, camarades de la C.G.T. qui voulez être d'authentiques combattants du prolétariat, vous ne devez pas tolérer que ces traîtres de vos directions prennent ces positions ignobles en votre nom ! »

Extrait du journal « le Progrès » du 29 avril 1973.

LE PARTI COMMUNISTE : LE DANGER DES ACTIONS IRRRESPONSABLES

« Si le désespoir est réel ainsi que les causes qui le provoquent, écrit de son côté la Fédération de la Loire du parti communiste, les grèves de la faim ne sont pas spontanées

Elles sont, dans la quasi-totalité des cas, l'aboutissement d'incitations d'éléments agissant en dehors et contre le mouvement ouvrier révolutionnaire.

« Ce sont eux qui les incitent à ce premier recours à la défense, à cette "forme d'action" sur laquelle ils s'appuient ensuite pour créer des "comités de soutien" dont l'activité vise à l'isolement des immigrés, à la division entre Français et immigrés ; à la propagation de mots d'ordres, qui, objectivement, servent la politique de ceux-là mêmes qu'ils prétendent combattre.

« La Fédération de la Loire du P.C.F. condamne l'intervention des forces de police lors de la manifestation du 27 avril. Ces incidents confirment les dangers des actions irresponsables et provocatrices qui en fait, loin de défendre les intérêts véritables des immigrés, aident les pouvoirs publics à justifier l'intervention des forces de police à vouloir porter atteinte aux libertés démocratiques.

« Il y a encore plus grave : les travailleurs immigrés sont soumis à la terreur fasciste par les flics de la bourgeoisie. Si on le tolère, voici ce qui se passe : l'agression des milices armées à Peugeot ; les blessures graves infligées au secrétaire de l'U.D. C.F.D.T. de la Loire lors de la manifestation du 27 avril ; les sévices graves et humiliants qu'ont fait subir les flics à un des membres du comité de soutien. Oui, les revendications des ouvriers immigrés, leur lutte sont celles de toute la classe ouvrière. »

Quelles sont les revendications des grévistes ?

« Elles sont clairement indiquées dans le communiqué de presse du 29 avril, ci-contre.

« Les grévistes disent : Si nous avons engagé cette grève de la faim, c'est que c'est la seule possibilité que nous ayons, après bien des réclamations, pour que tout le monde comprenne que nous exigeons ces droits élémentaires de tout ouvrier ; que nous refusons de retourner à l'état d'esclave enchaîné à son maître. »

Quelle est l'attitude des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. vis-à-vis de cette lutte ?

« Lisez d'abord la déclaration ci-contre de la Fédération du P.C.F.

Quel soutien veulent les grévistes ?

« C'est bien clair. Ils disent : Nous voulons qu'on fasse comprendre que nous luttons pour nos droits d'ouvriers ; qu'on explique nos revendications sans les déformer ; que les comités de soutien restent toujours comme celui de Saint-Etienne, sous notre contrôle et que nous seuls décidions des objectifs et des formes de la lutte ! »

Voilà qui en finit avec les caïmaneries des révisionnistes et qui constitue une directive pour tous les progressistes qui veulent apporter un réel soutien à la lutte de nos frères immigrés.

LES LUTTES DES METALLOS DE L'AUTOMOBILE

PEUGEOT : Nos revendications s'arrachent par la lutte

Depuis le 4 avril 1973, les deux usines Peugeot employant douze cents salariés dont mille cinquante ouvriers ont été occupées.

Les revendications principales sont :

- Salaire mensuel de 1 500 francs pour quarante heures ;
- Retraite à soixante ans avec un minimum de 75 % du salaire ;
- Prime de fin d'année et de congé égale pour tous et équivalant à un treizième mois calculé sur le niveau le plus élevé.

Ces revendications ont été impulsées par la base et soutenues par les syndicats.

Mais la direction Peugeot a réagi assez rapidement en citant en référé par voie d'huissier huit délégués C.G.T., C.F.D.T. et F.O., plus un ouvrier non délégué et ceux-ci ont été jugés le 6 avril.

Tous sont cités pour occupation illégale d'usine et soi-disant pour en avoir interdit l'accès aux ouvriers désirant y entrer.

Les ouvriers malgré ces manœuvres d'intimidation ont décidé la poursuite de l'occupation et le maintien en place du piquet de grève.

Au tribunal, maître Meunier, avocat de la direction, a fait valoir que le droit de grève ne comportait pas le droit d'occupation et que les délégués cités devaient être tenus pour responsables dans le contexte des faits incriminés.

Mais à ces arguments, maîtres Goutagny et Barthier, avocats de la C.F.D.T., F.O. et C.G.T., ont bien fait remarquer que la grève et l'occupa-

une logeait place Bellevue à Saint-Etienne étaient arrivées.

Quant à la direction, elle a fait valoir à une question posée que ces gens-là étaient des « travailleurs de Peugeot ».

Pour la direction, la grève est le fait d'une « minorité » et elle se déclare décidée à poursuivre la procédure tant civile que pénale et que, maintenant, elle ne peut plus temporiser.

De leur côté, les grévistes tenaient une réunion d'information rassemblant environ quatre cents personnes.

Le 11 avril, la direction indiquait que les équipes arrivées venaient de Dijon et elle les qualifiait d'équipes de dépannage volant. D'après les organisations syndicales, d'autres équipes arrivaient de Sochaux soit en train, soit en voitures particulières.

La direction adressait sept lettres de licenciement à des ouvriers dont aucun n'est délégué pour « entrave à la liberté du travail ».

En même temps que la direction Peugeot rappelait son intention de faire appel à la force publique, le préfet de la Loire indiquait aux ouvriers qu'ils s'étaient mis dans une situation illégale et il soulignait lui aussi que la force publique allait entrer en action.

Mais le scénario monté par la direction, le préfet, les forces de police et certainement la direction du Front national sur Saint-Etienne allait se préciser avec l'intervention dans la nuit du 11 au 12 avril à 3 heures du matin de deux commandos fascistes d'une quarantaine de membres chacun étran-

pas mal d'ouvriers des entreprises de Saint-Etienne débrayèrent spontanément dans la matinée du 12 avril et se rendirent sur place. Les syndicats n'appelaient à un rassemblement qu'à 16 h 30 et assez loin de Peugeot.

Sur place, les fascistes se comportaient en maîtres, narguant les ouvriers avec tout leur armement ; chez eux, il y a pas mal d'anciens harkis. Ils avaient branché un gros extincteur en face de l'entrée principale, cassé des carreaux pour mettre des guetteurs, et devant un rassemblement d'ouvriers, l'un de ceux-ci a dégainé son revolver pour tirer mais un autre fasciste lui a dit de laisser tomber.

Partout, d'importantes forces de police, C.R.S., gardes mobiles, police urbaine, étaient sur place, prêtes à intervenir contre les ouvriers qui encerclaient les fascistes maîtres des usines.

D'ailleurs, les commissaires de police sur place faisaient remarquer que les provocateurs en réalité étaient ceux qui venaient embêter ces « gentils » fascistes faisant leur loi sur place.

A 12 h 30, le docteur Ziégler, médecin de Peugeot, cherchait à faire libérer des femmes dans les bureaux qui étaient venues travailler et que les fascistes séquestraient.

Mais l'après-midi, changement de décor et vers les 15 h 30 d'importantes forces de police se mettaient en place, quadrillant au coude à coude l'entrée vers les bretelles de l'autoroute de Firminy et refoulant les gens sur place derrière leur cordon.

A l'intérieur du dispositif, un fourgon est venu faire une marche arrière pour venir prendre les fascistes dans l'usine.

Dès que ceux-ci apparurent, des cris s'élevèrent, les barrages de police furent débordés, enfoncés et un affrontement terrible se déroula entre les policiers défendant les fascistes et les manifestants sur place.

Les fascistes qui auparavant paraissaient et qui avaient attaqué en disant : « Nous te tenons sale rouge », ou : « C'est fini la fête », etc., à ce moment-là, ressemblaient à des rats puants, et en allant s'engouffrer dans leur fourgon, pliés en deux, certains furent blessés, ainsi que le commissaire Fabre, par les jets de pièces métalliques, pierres, boules, etc.

Immédiatement le fourgon fonça dans la foule qui s'écarta in extremis et disparut.

Immédiatement après, les travailleurs cherchèrent à récupérer l'usine, mais cela ne fut pas possible, la police faisant ce boulot avec efficacité.

Après ces faits, les travailleurs se précipitèrent à l'autre usine, rue Gutenberg, encore occupée par les fascistes et attaquèrent les locaux, blessant grièvement un fasciste : Ligues Fernandez, 31 ans, demeurant dans le Doubs. Un cadre s'est mis à genoux devant les ouvriers pour ne pas être frappé.

Mais très rapidement les brigades d'intervention C.R.S. et gardes mobiles intervinrent, armées jusqu'aux dents, pour faire évacuer les manifestants qui étaient environ 2 000 à 3 000. Mais chacun restait héroïquement sur place.

Le commissaire Fabre essayait bien de dissuader les manifestants de partir, puis un délégué C.F.D.T. prit la parole : « Camarades, c'est bien ce que vous avez fait, mais maintenant, il faut rejoindre la manifestation », il fut hué, injurié, car les travailleurs n'acceptaient de partir que lorsque les fascistes auraient évacué les lieux.



A l'usine Renault de Flins.

Si les manœuvres démobilisatrices avaient réussi, ceux qui restaient sur place auraient été matraqués, voire tués sur place, car d'autres renforts de C.R.S. arrivaient de partout et avaient encerclé tous les manifestants.

Les C.R.S. ont chargé pour dégager l'entrée et en même temps un fourgon a reculé, les fascistes s'y engouffrent et reçurent des coups malgré le dispositif de protection.

A partir de ce moment, la tâche des C.R.S., gardes mobiles, police urbaine était terminée puisque leur tâche était de libérer les fascistes encerclés.

Un moment après, la manifestation des syndicats arrivait, regroupant 18 000 personnes, et tentèrent de les emmener loin des forces de police, mais la majorité resta sur place, pour conspuer un délégué C.G.T. demandant la dislocation. Les manifestants lui répondirent le poing levé au chant de l'Internationale.

Les C.R.S. furent injuriés, reçurent coups de pieds, boules de neige, pierres, crachats, même le képi de leur commandant vola en l'air. Voyant cela, la police syndicale révisionniste et trotskiste, s'interposa pour protéger les C.R.S. et une fois de plus la collusion syndicats réviso-trotskiste est apparue au grand jour.

Après cela, d'importantes forces de police gardent nuit et jour les usines Peugeot et empêchent les grévistes de rentrer.

CONSTATATIONS :

1° Le développement et la mise en place de milices patronales sur Saint-Etienne à l'usine Jaquemard en grève à côté de Peugeot. « Une milice patronale de 10 personnes étrangères à l'usine accompagnées d'un chien policier » est présente constamment.

2° Dans la voiture récupérée sur place, des papiers montrent le rôle joué actuellement par les groupes fascistes ci-après : Front National, Ordre Nouveau, Front de la Jeunesse G.U.D., U.L.N., U.G.T.

Un des assaillants a égaré des papiers au nom de Christian Mercier, né à Soissons en 1936, engagé pour 5 ans, ce personnage a combattu au Maroc et en Algérie. Il a encore

abandonné un tract d'Ordre Nouveau qui appelait à manifester le 3 avril à Paris contre les lycéens et les étudiants pour une armée de métier.

3° Ces gens se déplacent, les sièges du Front National faisant la liaison, puisqu'une des voitures des assaillants était immatriculée 5370 YJ 75.

4° La non-préparation militaire des ouvriers face à une attaque attendue.

5° Le rôle démobilisateur des syndicats qui apparaissent dans des occasions comme celles-ci comme des traitres.

6° Ce qui est fondamental et qui est extrêmement grave pour la bourgeoisie et ses associés (dirigeants du P.C.F., de la C.G.T., de la C.F.D.T., etc.), c'est que les masses se rendent compte par leur pratique que la prétendue liberté, démocratie, enfin tout ce baratin cela n'existe pas, et que la bourgeoisie sort facilement ses fusils

contre le peuple lorsque son autorité est contestée.

Et mieux qu'un million de discours, des dizaines de milliers de travailleurs se sont rendu compte que ce n'est pas avec un bulletin de vote que l'on changera quelque chose et que l'on viendra à bout de ce régime pourri.

7° Face à des fascistes et à des policiers prêts à tuer pour les patrons, un fasciste s'est même vanté de tuer n'importe qui car il touche 2 millions d'AF par mois, les ouvriers ressentent la nécessité d'organiser leur auto-défense.

8° Les ouvriers ressentent aussi la nécessité de s'épauler entre usines face à ces commandos fascistes. A l'intérieur des usines à Saint-Etienne, la C.G.C. et les syndicats autonomes, C.F.T., ont un caractère fasciste.

Correspondant H.R.

Renault : LE REVISIONNISME MODERNE TORPILLEUR DES LUTTES

Les grèves menées par les ouvriers spécialisés, les ouvriers professionnels des différentes usines de la R.N.U.R., les actions des travailleurs lock-outés et notamment les sept mille de l'île Seguin ont connu depuis notre dernier numéro « Spécial 1^{er} mai » des développements, mais aussi, dans cette toute dernière période, des retombées.

Il n'est pas inutile de revenir en quelques mots sur l'origine de toutes ces grèves et actions. La grève exemplaire des O.S. des grosses presses du département 12 déclenchée le 21 mars, et victorieuse trois semaines après, fit capituler la direction Renault et, par la même occasion, démasqua la direction syndicale C.G.T. qui fut obligée de changer de tactique pour continuer dans sa voie

révisionniste de « partenaires sociaux ».

Les grévistes des grosses presses ont par leur fermeté dans la lutte fait voir en éclat la grille patronale des exploitants capitalistes qui appliquent la devise : « Diviser pour régner », en diversifiant les salaires des O.S. en plusieurs classes : 6, 7, 8, 9 et le P.I.F., pour imposer des cadences toujours plus infernales. L'ancienneté de sept ans nécessaire pour la garantie définitive des salaires avait été obtenue par la grève des O.S. du Mans en 1971.

C'est aussi la « nouvelle » grille des salaires proposée par la direc-

tion syndicale C.G.T. qui a volé en éclats. Celle-ci proposait dans une première étape de supprimer l'une des quatre classes, c'est-à-dire la classe 6 et que la promotion des O.S. dans les autres classes ait lieu à l'ancienneté ; un O.S. ne serait pas plus de deux ans par classe, c'est-à-dire deux ans en classe 7, deux ans en classe 8, deux ans en classe 9 avant de devenir P.I.F., autrement dit six ans d'ancienneté à la place des sept ans de la direction !

Voilà en quoi cela est du réformisme à 100 % à la Jouhaux.

Les grévistes des grosses presses ont obtenu bien mieux que la grille réformatrice de la direction syndicale C.G.T. Ils ont arraché, à l'issue d'une lutte de trois semaines, le coefficient 160 pour tous, à deux points du P.I.F. avec 8,80 francs de l'heure ainsi que la garantie définitive du salaire après trois ans d'ancienneté. Les revendications initiales des O.S. des grosses presses étaient le P.I.F. (coefficient 162) après un an d'ancienneté pour tous.

Après cette victoire sur l'Etat-patron, les O.S. des presses décidaient la reprise du travail pour le vendredi 13 avril tenant compte que la direction syndicale C.G.T. les soutenait seulement du bout des lèvres et ne voulait nullement mobiliser les travailleurs des autres usines et pas même ceux de Billancourt.

Mais cet important succès des O.S. des presses galvanisait les sept mille travailleurs lock-outés par la direction qui exigeaient le paiement intégral du lock-out ; des manifestations avaient lieu dans l'île Seguin.

A l'usine de Flins, la production a été paralysée par la grève des O.S. des chaînes de montage ; ceux-ci revendiquaient : « Pas de coefficient en dessous de 160 ». La direction Renault décide le lock-out pour le mardi matin 16 avril et rassemble tous les agents de maîtrise et C.D.R. locaux en cas de réaction ouvrière. Pendant que les grévistes, les ouvriers de la sellerie et de la mécanique défilent dans d'autres ateliers, la direction syndicale C.G.T. tenait un meeting à l'extérieur et appelait les lock-outés à rentrer chez eux « dans le calme et la dignité », favorisant ainsi la direction Renault qui fait donner ses agents de maîtrise, S.A.C. et C.D.R. pour chasser les grévistes qui se trouvaient encore à l'intérieur de l'usine.

A l'usine Sandouville, le rôle de torpilleur des luttes revient encore une fois à la direction syndicale C.G.T. A la suite des actions, comme l'occupation de la centrale électrique et des fluides par les ouvriers professionnels le mardi 17 avril, la direction Renault décide le lock-out.

Les ouvriers manifestent dans l'usine avec des pancartes : « Classe 9 pour tous les O.S. », « Travail égal, salaire égal ». Un meeting se tient aussi à l'extérieur. Les manifestants invitent leurs camarades à rentrer dans l'usine. Mais Godbert, secrétaire général de la section C.G.T., intervient : « Nous exigeons des négociations immédiates. Pour cela, il nous faut agir tous ensemble. Notre unité est notre force. Nous appelons les travailleurs à venir demain matin, mercredi, à un meeting pour contraindre la direction à céder. » Ce jour-là, les révisionnistes font rentrer les travailleurs chez eux, sachant très bien que demain la plupart seront absents puisque les cars de ramassage ne fonctionnent pas. La force des travailleurs ne réside pas dans le « chez soi » mais dans l'occupation des lieux de travail, c'est d'ailleurs ce que devait déclarer le représentant C.F.D.T. Richter

en ces termes : « La pression sur la direction doit s'accroître. Les travailleurs doivent rester présents dans l'usine. »

Face à l'offensive de la direction Renault qui a mobilisé ses agents de maîtrise, les C.D.R., les S.A.C., etc. pour maintenir la « liberté du travail », les révisionnistes de la C.G.T. ont démobilisé les travailleurs par leur « rentrez chez soi », « les meetings à l'extérieur de l'usine », alors que ceux-ci doivent se faire à l'intérieur et qu'au lock-out de la direction la seule réponse des travailleurs ne peut être que l'occupation des usines.

Aujourd'hui donc, la direction Renault a pu avec l'aide incontestable des dirigeants révisionnistes remettre en route les usines de Flins et de Sandouville pour le plus grand bien des profits capitalistes. C'est Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de la métallurgie, qui écrivait à Pierre Dreyfus, P.D.G. de la Régie, en ces termes sociaux-démocrates : « Si vous avez autant que nous le souci de la sauvegarde de la Régie, de l'usine nationalisée, il faut discuter... »

Alors la négociation sans principe a repris. Le vendredi 27 avril dans la soirée, les représentants de la C.F.D.T. quittent la séance, ils refusaient « que l'on fasse payer les nouvelles classifications par trente-deux licenciements ».

La direction Renault propose le regroupement des sept catégories d'ouvriers non professionnels en quatre catégories, une pour les manœuvres et trois pour les O.S. allant du coefficient 145 à 160. Ainsi la demande de la direction syndicale C.G.T. dans sa « nouvelle » grille des salaires se trouvait partiellement satisfaite comme l'a déclaré Sylvain, secrétaire général de la C.G.T., qui considérait cela comme « une première victoire pour les O.S. dans leur ensemble » alors que la revendication des O.S. de la Régie est : « A travail égal, salaire égal ». Sylvain devait ajouter : « Nous déployons une grande énergie pour que les quatre vingt quinze mille employés de la Régie Renault bénéficient d'une grille unique. »



Mais qu'est-ce que la grille unique des salaires ? Sinon une revendication utopique. Voici d'ailleurs ce que dit l'Humanité révisionniste du 28 avril 1973 : « Pouvoir graver réellement par l'ancienneté, par la qualification, par la formation permanente les niveaux d'O.S., et passer d'O.S. en professionnel, de professionnel en technicien, de technicien en cadre, de sous-ingénieur en ingénieur, etc. » ; nos révisionnistes auraient pu aussi ajouter dans cette énumération : « D'ingénieur en directeur technique puis en P.D.G. ! » Le rêve du révisionnisme moderne, c'est que dans la société capitaliste nous soyons tous des P.D.G. !

Non, les travailleurs ne croient pas à l'utopie, ils luttent et lutteront sans cesse sur le juste mot d'ordre « classe contre classe ».



Les ouvriers de Peugeot « saluent » les C.R.S. venus protéger les commandos fascistes.

tion ont été décidées par la base et donc que les délégués ne peuvent être tenus pour responsables de cette situation.

Par voie de presse le 8 avril, le jugement rendu la veille par le tribunal de Saint-Etienne a été connu.

Evacuation des locaux par les neuf assignés (huit délégués et un ouvrier) ; délai de douze heures pour l'application sinon possibilité pour la direction de requérir la force publique, celle-ci pouvant avoir pour tâche d'aider à la reprise de travail et faire cesser l'occupation.

Dès la connaissance du verdict, les ouvriers décidaient de poursuivre l'occupation.

Quant à la direction, elle mettait comme préalable à toute négociation l'évacuation de ses usines et maintenait ses poursuites.

Mais le 10 avril, tout Saint-Etienne apprenait par voie de presse que deux équipes de vingt-cinq hommes dont

CONGO-BRAZZAVILLE : Les leçons d'un procès

Il y a toujours lieu de se méfier lorsque la presse bourgeoise part en campagne pour défendre une cause « révolutionnaire ». Le procès qui vient de se dérouler au Congo-Brazzaville vient opportunément nous le rappeler.

Rappelons brièvement les faits : le 22 février 1972, quelques membres du Bureau politique et du Comité central du Parti congolais du travail organisent une tentative de coup d'état. Après son échec, ils se réfugient dans la forêt pour tenter de constituer un maquis d'opposition au régime en place. Quatre coopérants français entrent en contact avec eux, leur fournissent de l'argent, leur servent d'agents de liaison, participent à l'organisation d'une lutte armée contre l'actuel gouvernement du pays, présidé par Marien N'Gouabi.

Arrêtés à l'occasion de ces activités, ils étaient jugés le 19 avril dernier.

Dès que fut connue la nouvelle de leur arrestation, on a assisté, en France, à une extraordinaire campagne en leur faveur, violemment dirigée contre le gouvernement congolais. Tracts, affiches, appels de personnalités, comités de soutien, articles présentant les inculpés comme d'éminents révolutionnaires livrés aux mains de sanglants réactionnaires ont mystérieusement fleuri un peu partout. Dans la presse bourgeoise, trotskyste, l'opinion progressiste française était péremptoirement sommée de se prononcer en faveur du Maquis d'Ange Diawara contre le gouvernement N'Gouabi, le peuple congolais étant, pour sa part, invité à se soulever contre son actuel gouvernement.

Voilà qui nous permet de rappeler quelques principes élémentaires. Contrairement à ce que croient les ro-

mantiques, tout maquis n'est pas obligatoirement révolutionnaire : la C.I.A., pour sa part, ne manque pas d'en organiser en Amérique latine ou en Afrique, contre les gouvernements progressistes qui gênent les intérêts impérialistes. Qu'on se souvienne de ses multiples tentatives à Cuba !

Il est, de plus, révélateur de comparer l'ampleur de la campagne de presse qui s'est développée en faveur des coopérants « révolutionnaires » arrêtés et son extrême discrétion sur les mouvements de libération, dans les colonies portugaises, par exemple, ou encore au Brésil.

Enfin les difficultés — qui peuvent être réelles — de la République Populaire du Congo étaient soigneusement montées en épingle, présentées de façon tendancieuse parce que totalement unilatérale. On se gardait bien de parler des relations d'amitié qui existent entre la Chine Populaire et le Congo-Brazzaville dont le gouvernement, par ailleurs, soutient fermement le juste combat des trois peuples indochinois, reconnaît leurs représentants authentiques, soutient la résistance palestinienne, combat le sionisme et le régime raciste d'Afrique du Sud. Toutes choses qui sont loin de sourire à l'impérialisme français.

C'est pour nous l'occasion de rappeler avec force notre position de principe : se tenant aux côtés du peuple congolais dans sa lutte contre l'impérialisme et la réaction, les marxistes-léninistes français se refusent à s'ingérer dans ses affaires intérieures, à lui dicter sa conduite, à lui distribuer conseils et leçons. Les affaires de la République Démocratique du Congo-Brazzaville regardent le peuple congolais et lui seul.

A tout ceux qui se sont permis

d'agir différemment, le verdict de la Cour de justice de Brazzaville inflige une leçon qui a valeur d'exemple à méditer.

La Cour Révolutionnaire de Justice :

— Considérant que dans la lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme le peuple congolais a besoin de l'aide et du soutien honnête et franc des partis, organismes et forces progressistes, ainsi que de la solidarité et de la sympathie des autres peuples et de l'opinion internationale ;

— Considérant que dans cet esprit notre Parti fait et fera toujours bon accueil à tous ceux qui viennent au Congo avec générosité dans le but sincère d'aider notre peuple dans sa lutte anti-impérialiste ;

— Considérant que ce faisant, le Parti agit conformément à l'esprit de l'internationalisme prolétarien qu'il pratique quotidiennement dans le soutien constant et sans faille qu'il apporte à tous les peuples en lutte dans le monde contre le racisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et le sionisme ;

— Considérant que le peuple congolais lutte pour son indépendance et sa pleine souveraineté et que dans cette lutte il est primordial de sauvegarder sa liberté d'action et la pleine responsabilité de son engagement sans aucune ingérence extérieure ;

— Considérant que l'unité et la concorde nationale constituent un préalable à l'édification d'une Nation libre et prospère ;

— Considérant que le Congo, à l'étape de la Révolution nationale démocratique et populaire doit concentrer toutes ses énergies contre l'ennemi principal, à savoir l'impérialisme dominant ;

— Considérant que le putsch du

22 février a créé une division objectivement favorable à l'impérialisme et aux forces réactionnaires ;

— Considérant que les inculpés français ont agi sans prendre en compte la complexité de la réalité congolaise ;

— Considérant cependant qu'ils ont fait preuve d'un courage militant et par leurs libres déclarations au cours de l'audience, ont ainsi permis à l'opinion congolaise et internationale d'être mieux informés, sensibles à l'intervention de M^{re} Gisèle Halimi, militante bien connue de la lutte anti-impérialiste, avocat notamment du regretté Ben Barka, et de Djamilia Boupacha, héroïne de la résistance algérienne.

Décide à titre exceptionnel de libérer les inculpés français...

La Cour Révolutionnaire de Justice espère que l'opinion internationale injustement abusée sera mieux éclairée tant par les débats que par notre geste.

Il y a 30 ans LE GHETTO DE VARSOVIE SE SOULEVAIT

En 1943, les autorités allemandes de Varsovie décidaient, pour l'anniversaire d'Hitler, de lui « offrir » le ghetto de Varsovie. Quand les troupes nazies avancèrent, elles se heurtèrent à une résistance telle qu'elles durent faire appel aux tanks et aux avions. Les nazis mirent des jours et des jours à investir le quartier... La répression fut atroce...

Les israélites polonais (de tendances politiques diverses...) se battirent contre le fascisme et l'impérialisme allemands.

De nombreux communistes d'origine juive avaient déjà rejoint le combat dans les rangs des partisans polonais à travers toute la Pologne. D'autres avaient rejoint les rangs de la glorieuse Armée rouge en U.R.S.S.

Gageons que les jeunes filles, qui se jetaient du haut des toits sur les tanks nazis avec des bombes incendiaires, le faisaient pour un idéal qui n'a rien de commun avec celui inscrit au fronton du Parlement sioniste (Knesseth) : « Israël, du Nil à l'Euphrate ».

(D'après une lettre d'un Lecteur des Lilas, complétée sur un point par le C.R. d'H.R.)

IRLANDE : Le livre blanc de Whitelaw

En mars dernier, Whitelaw, « Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord » a fait paraître son « Livre Blanc » : « Propositions constitutionnelles pour l'Irlande du Nord ». Ce document a été présenté par le gouvernement britannique comme le seul projet rationnel et pacifique pour rétablir la « paix » dans les 6 comtés du Nord de l'Irlande occupés par les troupes terroristes de « Sa Majesté ». La presse réactionnaire s'est empressée de donner un large écho au « pacificateur » Whitelaw et à son projet.

Cependant, ce qui est évident — ce que proclament les résistants patriotes irlandais — c'est que l'impérialisme anglais se donne le beau rôle : après avoir mené une oppression de 800 ans sur le peuple irlandais, après avoir créé une situation de misère et de répression féroce, digne de l'occupation nazie, il s'avance hypocritement avec des propositions de « paix » ; on croirait entendre Nixon parler de « paix » au Vietnam...

Car dans l'esprit de Whitelaw, rien n'a changé ! Il entend continuer à faire régner l'ordre impérialiste sur l'Irlande. La « paix britannique », le peuple irlandais n'en veut pas ! Le peuple irlandais et la Résistance estiment que le gouvernement britannique n'a pas à s'immiscer dans les affaires irlandaises : les 6 comtés (« Irlande du Nord ») c'est l'Irlande ! Et la solution sera celle du peuple irlandais.

Whitelaw, dans sa rage impérialiste, se prend pour la « loi », il nie la lutte du peuple irlandais, parle d'une poignée de « terroristes ». En réalité, ce qu'il veut, c'est renforcer la domination anglaise, favoriser les réactionnaires de tout

poil (et de toute « religion » !) et faire rendre les armes au peuple en lutte.

D'autre part, le « Livre Blanc » parle assez vaguement d'une « Charte des Droits de l'Homme », selon laquelle chacun, quelle que soit son opinion politique, religieuse, etc., a droit à l'égalité, à la liberté de s'exprimer « par des moyens non-violents », mais le « Livre Blanc » maintient l'internement des « suspects » sans jugement, sans preuve, sans appel... Il maintient les honteux Pouvoirs Spéciaux.

Enfin, « parallèlement » aux bonnes paroles, il faut signaler que depuis le « Livre Blanc », une vingtaine de civils innocents ont été tués ou blessés (plusieurs blessés, dont des femmes ; plusieurs tués, dont un enfant de 13 ans, à Belfast, ces quinze derniers jours). Whitelaw peut bien parler de « paix », ses troupes terroristes excitées par la folie impérialiste de leurs maîtres... et par la peur, rappellent le véritable visage de l'occupation anglaise !

Mais le peuple irlandais, soutenant plus que jamais la résistance, continue sa lutte déterminée et ses sacrifices pour une paix dans l'honneur et la liberté. (Plusieurs volontaires de l'Armée Républicaine Irlandaise ont donné courageusement leur vie, ces dernières semaines, en combattant l'ennemi et en lui portant des coups sévères.)

Les réactionnaires du gouvernement de l'Irlande « libre » et les traîtres réformistes (social-démocrates, travaillistes) ont accueilli avec faveur les propositions de Whitelaw.

Au même moment, le peuple irlandais célébrait le 57^e anniversaire de l'insurrection de Pâques 1916. Il faisait de cette commémoration un jour

de souvenir pour tous les patriotes assassinés mais aussi un jour de haine anti-impérialiste et d'engagement à lutter toujours plus âprement jusqu'à la victoire.

— **Troupes terroristes britanniques, hors d'Irlande !**

— **Liberté pour tous les détenus et internés dans les camps et prisons des 6 comtés, d'Irlande et d'Angleterre !**

— **Amnistie pour les résistants civils (grève de loyers, d'impôts...) !**

— **Egalité des droits civils et politiques !**

— **Abolition de la législation répressive au Nord et au Sud !**

LECTURES RECOMMANDÉES

Charles BETTELHEIM : Révolution culturelle et Organisation industrielle en Chine. Editeur : Maspero. (Avec postface constituant la première étude théorique française sur l'ultra-gauchisme pendant la G.R.C.P. en Chine.)

Claudie BROYELLE : La moitié du ciel. Préface de Han Suyin. Editeur : Denoël-Gonthier.

René DUCHET : La Chine et nous. Editeur : Nouvelles éditions Debresse. L'exemplaire : 27 F. (Eventuellement par l'intermédiaire de E-100.)

Michelle LOI : L'intelligence au pouvoir. Un monde nouveau : la Chine. Editeur : Maspero. L'exemplaire : 20 F.

Han SUYN : Le déluge du matin. Editeur : Stock. L'exemplaire : 35 F.

(Publicité non payante.)

CAMBODGE : contre certains mensonges impérialistes, rétablir les faits

Premier demi-mensonge :

« Depuis quarante jours, le Pentagone a entrepris de bombarder le Cambodge ».

Cela n'est pas tout à fait exact. Voilà plus de trois années que B 52, F 105 et bombardiers de tout calibre lâchent leurs bombes sur le sol khmer. Les bombardements ne sont pas d'hier, ils ont commencé avec le coup d'Etat du pro-américain Lon Nol du 18 mars 1970 ; ils ont commencé avec l'agression américaine contre le peuple khmer.

Depuis quelques semaines, il est vrai, les bombardements se sont terriblement accentués, et Washington procède à l'escalade de la guerre contre le Cambodge. Autant de tonnes de bombes en mars sur le sol khmer qu'en décembre sur Hanoi. Et ça continue... Telle est la vérité. Et ce déluge de feu prépare l'agression terrestre des troupes saïgonnaises, thaïlandaises et mercenaires.

Ajoutons un mot encore : les bombardements touchent tout le sol khmer, hormis le centre de Phnom Penh. Temples, villages, rizières, écoles sont bombardés à des centaines de kilomètres des combats,

QUI POURSUIT SON AGRESSION CONTRE LE CAMBODGE ; et cela seulement détermine le peuple et la Résistance khmers à poursuivre leur combat.

L'impérialisme américain s'emploie à faire croire que la « question du Cambodge est complexe, difficile à résoudre, etc. ». Quoi de plus simple pourtant ? Le peuple khmer exige que soient respectés ses droits fondamentaux : indépendance et liberté, droit à s'occuper de ses propres affaires sans ingérence étrangère. Quoi de plus légitime ?

Si les impérialistes américains n'intervenaient pas dans les affaires khmères, le « problème khmer » serait très vite résolu par le PEUPLE KHMER UNANIME, débarrassé d'une poignée de traîtres à leur patrie !

Nixon le sait bien, qui n'utilise le mensonge « du bellicisme des Khmers » que pour brouiller les cartes et tromper l'opinion.

Troisième mensonge :

« Ce sont les Nords-Vietnamiens qui font la guerre au Cambodge ».

Photos, films, témoignages ont largement démenti cette calomnie. Il



Le prince Sihanouk dans les zones libérées, à 525 km de Phnom-Penh.

grand nombre dans les maquis. La préparation politique et même militaire au coup de force ouvert de l'impérialisme américain s'est accélérée dès ce moment.

Aussi le coup d'Etat du 18 mars 1970 n'a pris au dépourvu, ni le peuple khmer, profondément anti-impérialiste, ni les cadres de la Résistance. L'impérialisme U.S. en a fait la malheureuse expérience, lui qui a dû cesser bien vite l'agression terrestre du printemps 1970, qui se transformait en UNE DEBANDADE POLITIQUE ET MILITAIRE.

Depuis, le peuple khmer a renforcé ses organisations politiques et militaires — 120 000 soldats dans les forces régulières, un armement varié

et efficace, un pouvoir politique reconnu de tous. Tels sont les instruments de sa lutte et de ses victoires, soutenues par la solidarité combattante avec les peuples vietnamien et lao, et par les efforts de tous les peuples du monde.

« D'intervention nord-vietnamienne » au Cambodge, point du tout ! Encore une fois, les agresseurs crient « à l'agresseur ! » pour cacher leurs crimes ! Le peuple khmer, lui, arme la paix et la liberté — dont il a connu les bienfaits avant l'agression U.S. — et s'il poursuit aujourd'hui son combat, c'est qu'il est la seule issue pour recouvrer un jour cette paix, telle qu'il la veut, dans l'indépendance et la liberté.

VIVE LA SOLIDARITÉ DES 3 PEUPLES INDOCHINOIS !

La salle de la Mutualité était comble et enthousiaste, ce jeudi 26 avril, pour le chaleureux meeting commémorant le troisième anniversaire d'un événement historique : la conférence au sommet des trois peuples indochinois tenue en avril 1970.

Tour à tour, MM. Chau Seng, ministre chargé de Missions spéciales du G.R.U.N.C., Saignavong Souvanarath, président de l'Union des étudiants laos en France, Nguyen Van Hieu, ministre d'Etat du G.R.P., et Vo Van Sung, délégué général de la République démocratique du Vietnam, ont, au nom de leurs peuples, dénoncé les crimes que l'impéria-

lisme américain continue de commettre en Indochine, sa volonté systématique de maintenir son entreprise d'agression contre les peuples vietnamien, lao et khmer. Ensemble, ils ont condamné les grossières violations des accords de Paris pour le Vietnam, de Vientiane pour le Laos. Ensemble, ils ont exigé l'arrêt immédiat des bombardements criminels au Cambodge.

Ensemble, enfin, ils ont réaffirmé avec force l'indéfectible solidarité des trois peuples indochinois, solidarité que ni la force ni la ruse des impérialistes ne pourront jamais briser !



Combattants des F.A.P.L.N.

fort loin de « la piste Ho Chi Minh », dans les zones libérées de longue date. On se garde bien de le dire, ici, laissant croire que les bombardements ne visent que la banlieue de Phnom Penh encerclé par les Forces patriotiques !

« Bombardements récents autour de Phnom Penh » : pourquoi ces deux vérités ? La chose est simple : on laisse entendre que « Nixon ne bombarde — « accidentellement » — que pour faire céder Sihanouk ». N'est-ce pas légitime ? Après les Accords de Paris et de Vientiane, il faut en finir : quelques bombardements intensifs y pourvoient ! Et ainsi le premier mensonge en recouvre un second :

Second mensonge :

« Les Khmers sont bellicistes. La preuve ?

ils ne veulent pas négocier ! »

Il arrive même que certaines personnes de bonne foi disent : « la Résistance est en position victorieuse, pourquoi ne négocie-t-elle pas ? ». Face à ces personnes de bonne foi — et aux autres —, il faut être très clair :

Si la guerre se poursuit, c'est que l'impérialisme américain tente toujours de soumettre le Cambodge et l'Indochine tout entière à une menace permanente. Il vise toujours la transformation de l'Indochine en une néo-colonie, base militaire pour menacer ses voisins dans le Sud-Est asiatique. C'EST L'IMPERIALISME AMERICAIN

suffit de rappeler la surprise des journalistes français revenus de la zone libérée au printemps 1970 : il fallait bien l'admettre, disaient-ils, les cadres, les soldats sont khmers et non vietnamiens !

Pourtant, le mensonge ressort régulièrement sous la plume des « spécialistes » les plus divers ; et il est une méconnaissance de la réalité khmère qui leur fournit un prétendu argument.

« Comment, disent-ils, le peuple khmer aurait pu, dès mai 1970, libérer un si grand territoire et remporter tant de victoires contre les Américains, les Saïgonnais et les Lonnois sans une participation très importante des Vietnamiens ? »

Les victoires khmères ont été foudroyantes dès le début de l'agression. C'est vrai. Mais la raison en est simple, quoique mal connue. DES AVANT LE COUP D'ETAT DE LON-NOL, LE PEUPLE KHMER ETAIT PREPARE POLITIQUEMENT A LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN. Depuis l'indépendance du Cambodge, les impérialistes américains ont tenté de la violer ; ils ont tenté maintes et maintes fois une main-mise économique et politique contre le Cambodge. Le peuple khmer le savait.

Dès 1963, les dirigeants actuels de la Résistance intérieure ont travaillé à lutter contre l'impérialisme U.S. En 1967, alors que Lon-Nol accentuait son emprise sur le pouvoir, des intellectuels patriotes les ont rejoints en



Scène de la partie artistique du meeting.

Entre nous soit dit...

**PETAÏNISTES ET
SIONISTES AU COUDE
A COUDE POUR LA
RECUPERATION DES
HEROS MARTYRS DU
GHETTO DE VARSOVIE**

L'Association France-Pologne, vendredi dernier organisait une soirée commémorative du soulèvement du Ghetto. Manipulée par les révisionnistes, cette association se devait d'inviter un signataire du Programme commun en l'occurrence le sénateur Caillavet en tant que membre de la LICA, organisation jadis anti-raciste, aujourd'hui, notoirement sioniste. Quant aux révisionnistes, ils étaient là par l'intermédiaire du sieur Bouvier-Ajam... Français d'honneur décoré de la Francisque par Pétain et parrain dans cet ordre de son ami Marcellin... les rescapés du Ghetto apprécieront...

Sur un marché...

Les camarades du CDHR Paul-Vaillant-Couturier ont pris samedi l'initiative de faire plusieurs prises de paroles à l'aide d'un mégaphone sur un marché de la banlieue nord de Paris.

Cinq interventions ont eu lieu rappelant que le 1^{er} mai est une journée de lutte de tous les travailleurs contre l'exploitation de l'homme par l'homme, que le 1^{er} mai est né à Chicago en 1886 où 300 000 grévistes manifestent pour la journée de 8 h. Le 1^{er} mai n'est pas la fête du travail comme le prétendait le traître Pétain - le 1^{er} mai est exclusivement une journée de lutte des travailleurs qui passent en revue leurs forces pour la défense de leurs intérêts de classe. (Ho Chi Minh, 1^{er} mai 1949).

Nombreuses étaient les personnes qui s'arrêtaient, prenaient les tracts et se mettaient à les lire.

A nos lecteurs

Certains camarades nous ont demandé pour quelle raison il n'y a pas eu de supplément à « L'Humanité Rouge » ces 15 derniers jours. Nous avons annoncé que le numéro spécial 1^{er} mai paraîtrait sur quinze jours et qu'il n'y aurait de supplément qu'en cas d'événement exceptionnel. Certes, l'actualité durant cette période a été riche, mais pas au point de justifier la dépense importante qu'aurait occasionné un supplément.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Notre camarade Damien GIORGI est décédé

Notre camarade Damien Giorgi, connu de ses camarades parisiens sous le nom de François, est mort le 1^{er} avril 1973. C'est avec une profonde douleur que ses camarades postiers marxistes-léninistes et les diffuseurs de « L'Humanité Rouge » du 10^e arrondissement ont accueilli la désolante nouvelle.

Notre camarade a succombé dans un combat tenace qu'il menait tant contre la maladie que contre les souffrances morales que peuvent engendrer cette société pourrie contre laquelle il luttait.

Jusqu'au dernier moment, il s'était attaché à faire que ni sa maladie ni ses difficiles problèmes personnels n'entravent son activité politique et syndicale de militant marxiste-léniniste.

A la levée du corps et à ses obsèques, ont participé des camarades de « L'Humanité Rouge » ainsi que du P.C.M.L.F. dont Damien était membre.

En hommage à son activité de militant révolutionnaire, et conformément à un désir qu'il avait exprimé, notre regretté camarade a été inhumé avec un drapeau rouge, symbole du combat de classe qu'il menait.

A ses camarades, à sa famille, « L'Humanité Rouge » tient à exprimer la part qu'elle prend à leur douleur. Damien Giorgi, tes camarades ne t'oublient pas et poursuivent ton juste combat !

VOUS TROUVEREZ PROLÉTARIAT DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES

PARIS

Norman Béthune, 76 boulevard Saint-Michel (5^e).
Le Phénix, 72 boulevard de Sébastopol (2^e).
L'Étincelle, 92 rue d'Oberkampf (11^e).
La Joie de Lire, 40 rue Saint-Séverin (5^e).

MARSEILLE

Lire, 16 rue Sainte (1^{re}).

LYON

Librairie Fédérép, 7 rue des Trois-Mairies (5^e).

RENNES

Le Monde en Marche, 37 rue Vasselot.

AGEN

Librairie Occitane, 32 rue Grenouilla.

SAINT-BRIEUC

Maison de la Presse, 13 rue Saint-Guilhaume.

GRENOBLE

Librairie de l'Université, 2 place du Docteur-Léon-Martin.

BORDEAUX

Librairie Mimésis, 5 bis rue de Grassi.

MONTPELLIER

« La Découverte », 18 rue de l'Université.

NANTES

Librairie 71, 29 rue Jean-Jaurès.

STRASBOURG

Librairie « Les Idées et les Arts », place Brant.

BRUXELLES

Librairie « Clarté », 32 chaussée d'Alseberg.

QUEBEC

Librairie « Ho Chi-minh », 72 Prince-Arthur-Est.

MONTREAL

Librairie progressiste, 1867 Amherst (132).

L'exemplaire (6 F) en vente dans ces librairies ou par l'intermédiaire des militants ou sur demande à son siège contre 7 F (majoration pour frais d'expédition).

Abonnement : 1 an : 20 F - 2 ans : 35 F.

Abonnement de soutien : 1 an : 50 F - 2 ans : 100 F.

PROLETARIAT, 17 rue du Sentier, 75002 PARIS

C.C.P. : 3069698 La Source

AFFICHEZ H. R.

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

LA FASCISATION EN FRANCE

Qu'est-ce que la fascisation ?

Comment se manifeste-t-elle ?

Comment la combattre ?

Autant de questions auxquelles cette nouvelle brochure essaie de répondre.

DES MAINTENANT PASSEZ VOS COMMANDES !

UNE NOUVELLE EDITION ENRICHIE ET ACTUALISEE DE NOTRE BROCHURE

Le programme de la Ligue communiste :
Confusion et opportunisme

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription correspondant au n° 185	RC. Soutien à HR	
Soutien permanent P.L.L.	25	Soutien à la lutte menée contre le capitalisme et ses valets.
MP. pour que HR poursuive son juste combat	5	DM
J.M. Soutien permanent	35	1 couple de travailleurs
Soutien au meeting H.R. des Travailleurs	52,50	Contre les renégats du marxisme-léninisme
En supplément à réabonnement A.P.	40	SJP. Soutien à HR
Soutien à H.R. mars	100	CDHR F. Marty
J.M. en plus abonnement	5	CDHR F. Yveton et sympathisants
C.D.H.R. E. Pottier	220	Pour la victoire du marxisme-léninisme
Un ancien du Corps-Franc Pomies	10	Soutien à HR. PC
En supplément à réabonnement D.T.	30	FDC
C.D.H.R. F. Marty	26	1 sympathisant
C.D.H.R. G. Péri	23	1 OS
1 couple de cheminot	2	1 vitrier
1 couple de travailleurs	5	1 enseignante
1 infirmière	5	1 ouvrier émigré.
A la manif' des C.E.T.	8	Michelin
1 jeune postier	3	1 retraité immigré du livre
A la manif' du 9-4-73	3	1 retraité Michelin
C.D.H.R. Denis-Gemnitz	20	GG. A bas le fascisme
J.P. B. H.R. valcra	15	Israélien. Vive le peuple palestinien
1 abonné enseignant	30	Soutien hebdomadaire PLL
B.A. soutien à H.R.	5	Pour l'unité de la classe ouvrière
C.R. soutien mensuel	50	1 étudiant
Avril Roger	60	1 ouvrier
1 ancien officier F.T.P. compagnon de F. Marty	4	1 lecteur
Pour l'application en France du matérialisme dialectique	1 000	JT OS à Renault Billancourt
1 appelé	6,50	Des enseignants de l'Ouest
Sur le marché	2	MJP. Soutien à HR
1 ouvrier sur un marché	3	CDHR F. Marty
D.B. en timbres	15	Sympathisants
D.B. en timbres	41	Pour le mois de mai.
G.B. et M.D.	50	A
C.D.H.R. Dallidet	10	Contre les crimes sionistes. Soutien militant à la cause palestinienne
Des cheminots M.L.	110	1 couple cheminot
C.D.H.R. G. Flourens	190	1 jeune facteur
2 ^e versement avril	30,75	1 couple de travailleurs
F.D.C.	48	1 CDHR
Souscription de masse	81,75	Soutien à HR de 2 camarades
B.D.T.	67,50	Pour l'unité des ML
C.D.H.R. Cl-Fabien	2 437	1 ouvrier du bâtiment
C.D.H.R. F. Yveton	280 752,40	Sa fille sur sa tirelire
Total de la semaine	283 189,40	1 camarade des Alpes Maritimes
Total précédent		1 camarade de l'Est du Var
Total général		Des enseignants de l'Ouest
		PA
		GM. en supplément à réabonnement
		AM Suisse
		CDHR Eugène Pottier
		CDHR Jeanne Labourbe
		CDHR Jeanne Labourbe Jeunes travailleurs

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Soutien aux O.S. grévistes de Renault	6,50
Pour la Guadeloupe	15
Collecte pour les O.S. de Renault	22,55
P.-V. Couturier	
C.D.H.R. P.-V. Couturier	
Collecte de soutien aux 400 O.S. de chez Renault collectée sur 2 marchés	
Région Nord de Paris	120
Total	166,05

SOUSCRIPTION DE CETTE SEMAINE

Soutien à HR	5
1 travailleur immigré	1,50
Contre le trotskisme	12,50
CDHR Joseph Staline	65,50
En plus de mon réabonnement BJ	14
Total	1 513,80
Total précédent	283 189,40
Total général déjà utilisé pour règlement des dettes de HR	284 703,20

A PROPOS DE L'UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES

Dans le précédent numéro de l'Humanité Rouge, nous avons expliqué comment nous entendions aborder la question de « l'unification des marxistes-léninistes », à partir d'un très important extrait de la revue théorique du Parti du Travail d'Albanie, publié comme document dans le premier numéro de la revue « Proletariat ».

Nous avons commencé à préciser notre position vis-à-vis du groupe « Le Travailleur ». Précisons aujourd'hui que nous n'entendons nullement nous adresser en l'occurrence au groupe néo-trotskyiste qui a usurpé ce sigle par l'entremise d'un ancien militant de l'U.J.C. (m.-l.) qui a appelé à voter « Lutte ouvrière », puis « Union de la gauche » aux scrutins successifs des 4 et 11 mars derniers.

Avant 1968, les actuels militants de Ligne rouge - Le Proletaire étaient dans les rangs de l'U.J.C. (m.-l.), tout au moins pour les plus âgés d'entre eux. Cette organisation petite-bourgeoise poursuivait durant plusieurs années une lutte systématique et soutenue contre le projet de créer un Parti marxiste-léniniste. Elle préconisait à ce sujet une « ligne de masse » consistant à prétendre que le futur Parti révolutionnaire prolétarien ne verrait le jour qu'à l'occasion d'un puissant essor du mouvement révolutionnaire des masses. C'était là une ligne quasi-spontanéiste.

Après la désagrégation de l'U.J.C. (m.-l.), une de ses tendances se cristallisa dans le groupe Ligne rouge. Au lieu d'approfondir une juste auto-critique sur les erreurs fondamentales de l'U.J.C. (m.-l.), ce nouveau groupe consacra tous ses efforts à discréditer le P.C.M.L.F. Certaines de ses critiques auraient pu jouer un rôle positif si elles avaient été constructives ; malheureusement, elles se fondaient toujours sur des interprétations, et même des déformations de la ligne du jeune Parti marxiste-léniniste. Un exemple entre dix : Ligne rouge a prétendu (et, nous dit-on, continue à prétendre) que la ligne des marxistes-léninistes vise à la réalisation de la révolution prolétarienne en deux étapes, exactement comme le proposent les dirigeants révisionnistes. Cette position n'a jamais été la leur et seuls peuvent la leur attribuer des militants qui ne lisent que Ligne rouge.

Ce groupe déclina une violente campagne contre l'H.R. au moment où parut dans ses colonnes la ligne

erronée concernant la « démocratie populaire ». Mais au lieu de contribuer à imposer une rectification dans le respect du style d'une idéologie marxiste-léniniste, ses responsables présentèrent de nos erreurs des versions caricaturales et voulurent en profiter pour essayer de détruire notre organisation. Les contradictions entre nous et PLR ne sont cependant pas des contradictions antagoniques, même si nous les considérons comme se situant au niveau idéologique (et parfois politique). Elles manifestent l'opposition de la classe ouvrière et d'une fraction intellectualiste de la petite-bourgeoisie. Très petite organisation, Ligne rouge compte quelques éléments ouvriers dans ses rangs (Le Proletaire) et nous savons très bien que tôt ou tard ces militants se rendront compte que leur isolement organisationnel n'est qu'à leur préjudice, à celui de leur classe. Alors pourra s'engager la discussion sur la base de la méthode du président Mao, « Unité-critique-unité », en vue de solutionner les contradictions au sein du peuple.

Certes, ce n'est pas dans le sein du P.S.U., Parti social-démocrate, à tendances par conséquent, que les organisateurs des fractions U.C.F.-m.-l., G.R. et G.O.P. ont pu recevoir une formation idéologique et politique prolétarienne. En ce qui concerne les lignes et activités des deux premières, nous les tenons pour essentiellement « gauchistes », ce qui n'exclut pas qu'elles adoptent de justes positions dans certaines circonstances.

Peut-être le contenu social des G.O.P., apparus plus récemment,

est-il davantage déterminé par un certain nombre de militants paysans et ouvriers ? Toujours est-il que nous n'avons pas de contradictions antagoniques avec ces organisations, mais seulement des contradictions « au sein du peuple ». A la base, les militants de l'Humanité-Rouge pratiquent assez souvent l'unité dans des actions précises avec ces militants issus du P.S.U. Mais les désaccords restent nombreux et diversifiés dans tous les domaines, si bien qu'il ne peut être question entre H.R. et ces organisations d'aucune autre unité que celle réalisée en tant qu'alliances dans des actions et sur des points particuliers.

Front rouge est un groupe issu d'une deuxième scission de l'H.R., perpétrée au cours de l'année 1970, aux mois de juillet-octobre. Quantitativement, cette scission a été plus importante que celle de février, mais elle n'a pratiquement touché que des éléments non prolétariens. Un élément coutumier du travail fractionnel et quelques militants issus de l'U.J.C. (m.-l.) organisèrent un large travail fractionnel à partir d'une commission étudiante et profitèrent malhonnêtement des fonctions techniques auxquelles ils avaient été affectés. Ils s'opposèrent à une première sanction les ramenant à la base et pratiquèrent une scission organisationnelle. Leurs efforts immédiats et prolongés visèrent à la destruction de l'Humanité-Rouge, notre organe, auquel ils portèrent de rudes coups sur le double plan financier (refus de payer les dettes anciennes) et de la diffusion militante. Ils lancèrent à Lyon une feuille intitulée Front rouge. Ils se livrèrent à toute une série de pratiques relevant exclusivement de l'idéologie petite-bourgeoise et particulièrement méprisables : alors que notre regretté François Marty les avait stigmatisés comme il se devait, ils essayèrent de se prévaloir de sa mémoire après son décès. Ils usurpèrent les sigles et titres divers du P.C.M.L.F. et se livrèrent à une imposture largement

appuyée par différents organes de la bourgeoisie.

Livrés au tourbillon de leur idéologie, ils allèrent de scissions en scissions, de changements de ligne en changements de ligne, d'initiatives opportunistes de gauche en initiatives opportunistes de droite. Ils pratiquèrent une odieuse délation quasi-publique dans une de leurs publications contre certains de nos camarades, leur attribuant des fonctions clandestines dans un parti illégal.

Avec ces éléments ennemis, la contradiction est rigoureusement antagonique.

Par contre, avec l'immense majorité des adhérents de base de Front rouge, les contradictions peuvent ne pas porter sur des principes et conservent le caractère de se situer « au sein du peuple ». Cette organisation a une ligne assez fluctuante, changeante, ce qui ne la met nullement à l'abri de graves erreurs. Nous avons vu la semaine dernière comment un groupe de militants de base issu de Front rouge est parvenu à déceler et à caractériser par ses propres efforts plusieurs de ces erreurs fondamentales.

Comme ceux du Travailleur, nous appelons les camarades de Front rouge (la plupart de ceux qui ont participé à la scission n'en sont plus membres et les adhérents actuels n'ont pas connu, pour un grand nombre d'entre eux, la dure lutte de 1970) à rechercher la vérité par eux-mêmes, avec persévérance, et nous sommes persuadés qu'ils finiront par trouver le seul chemin de la véritable « unification » des marxistes-léninistes, en rejoignant les rangs des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge, sur la base d'une sérieuse autocritique.

Vive l'unité de pensée et d'action des marxistes-léninistes de notre pays dans la lutte historique contre le capitalisme et ses laquais, les dirigeants révisionnistes, pour la préparation de la Révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat et le socialisme !

14 avril 1973.

(Suite de la page 12.)

POUR ALLER DE L'AVANT PASSONS A L'OFFENSIVE !

C'est aussi le rôle joué par les directions syndicales C.G.T., qui parlent d'étendre l'action, d'unité d'action, mais seulement en paroles et proposent aux travailleurs lock-outés de rentrer chez eux, alors que la direction syndicale C.F.D.T., dont l'influence est moindre, est favorable à l'occupation.

Au lock-out de l'Etat-patron, une seule réponse :

OCCUPATION DES USINES JUSQU'A SATISFACTION DES REVENDICATIONS !

Ce que veulent les dirigeants révisionnistes de la C.G.T., Jean Breteau l'a exprimé clairement : « Nous voulons négocier, négocier, négocier ». Ils n'ont que cela en tête.

Ce qu'il faut, c'est IMPOSER par L'UNITE A LA BASE, par l'OCCUPATION DES LIEUX DE TRAVAIL, par les COMITES DE GREVE, la négociation sur la base concrète des intérêts de classe du prolétariat et non la négociation pour la négociation, comme le rabâche sans cesse depuis des années le révisionnisme moderne.

Le jeudi 19 avril, deux confé-

rences de presse ont confirmé les positions respectives de deux confédérations. L'une, de la C.G.T., où André Berthelot déclarait : « L'objectif de la C.G.T. est clair. Il ne s'agit nullement de faire n'importe quoi, de prendre la tête de n'importe quel mouvement, d'instituer une sorte de chaos social. Il s'agit seulement de tenir compte de l'évolution de la situation et de répondre à la combativité des travailleurs » (...) « Nous voulons négocier ».

L'autre, de la C.F.D.T. à Saint-Etienne où Edmond Maire déclarait : « Aujourd'hui plus que jamais, comme la C.F.D.T. l'a déclaré en janvier, puis en mars, la meilleure défense, c'est l'OFFENSIVE » (souligné par nous, Comité de rédaction de l'H.R.).

Les positions sont claires, d'un côté le rôle de frein moteur de la direction syndicale révisionniste, de l'autre, le développement de l'action par l'OFFENSIVE, de la direction syndicale C.F.D.T.

Si aujourd'hui, de plus en plus nombreux des travailleurs s'arrachent à l'influence du courant révisionniste moderne — ce qui est une

bonne chose — par contre l'idéologie petite-bourgeoise a fait son apparition dans les rangs de la classe ouvrière. Les anarcho-maoïstes qui sont à l'origine des comités de lutte, détournent, dans le fond, les travailleurs de leur véritable intérêt de classe sous couvert d'apolitisme, et amènent les comités de lutte à se mettre même à la remorque du révisionnisme moderne, comme l'a déclaré récemment un responsable à propos de la grève des OS des grosses presses aux usines Renault : « POUR FAIRE LA GREVE, IL FAUT QUAND MEME LA PRESENCE DE SYNDICATS, PARCE QU'ILS REPRESENTENT UNE FORCE. »

Reconnaître ainsi la nécessité du syndicat est une bonne chose, mais il faut aussi tenir compte de la ligne. La meilleure chose pour faire avancer la juste ligne prolétarienne, classe contre classe, de « L'Humanité Rouge » parmi les syndiqués de base et la masse des inorganisés, est de militer activement au sein même des syndicats. C'est une position léniniste ! Lénine, dans « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) » au chapitre intitulé « LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER DANS LES SYNDICATS REACTIONNAIRES ? » nous apporte les éclaircissements nécessaires sur le rôle des communistes dans les syndicats réactionnaires.

Lénine nous enseigne : « SOUS LE TSARISME, JUSQU'EN 1905 NOUS N'EUVENT AUCUNE « POSSIBI-

LITE LEGALE » ; MAIS QUAND LE POLICIER ZOUBATOV ORGANISAIT SES REUNIONS ULTRA-REACTIONNAIRES D'OUVRIERS ET SES ASSOCIATIONS OUVRIERES POUR REPERER ET COMBATTRE LES REVOLUTIONNAIRES, NOUS ENVOYIONS A CES REUNIONS ET CES ASSOCIATIONS DES MEMBRES DE NOTRE PARTI. (DANS LEUR NOMBRE, JE ME SOUVIENS PERSONNELLEMENT DE L'OUVRIER PETERSBOURGEOIS BABOUCHKINE ; MILITANT REMARQUABLE, FUSILLE EN 1906 PAR LES GENERAUX DU TSAR) QUI ETABLISSAIENT LA LIAISON AVEC LA MASSE, S'INGENIAIENT A FAIRE LEUR TRAVAIL DE PROPAGANDE ET ARRACHAIENT LES OUVRIERS A L'INFLUENCE DES HOMMES DE ZOUBATOV (1) ».

Nous ne saurions trop lire et relire ce texte pour avoir les idées toujours plus claires sur notre rôle historique, pour arracher la classe ouvrière à l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, pour préparer les conditions nécessaires à la révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

(1) Les Gompers, les Henderson, les Jouhaux, les Légié ne sont que des Zoubatovs dont ils se distinguent par l'habit, le vernis européen, les procédés civilisés, raffinés, démocratiquement pommadés dont ils usent pour pratiquer leur infâme politique. (Note de Lénine.)



pour aller de l'avant PASSONS A L'OFFENSIVE !

D'une année à l'autre, depuis le printemps révolutionnaire de mai 1968, le mouvement révolutionnaire des masses dans sa lutte contre la bourgeoisie capitaliste se trouve porté à un niveau supérieur. C'est aussi dans sa pratique de tous les jours, dans les grèves avec occupation, dans ses actions dures, que la classe ouvrière prend de plus en plus conscience de la nature du révisionnisme moderne. Lénine écrivait à ce sujet, en avril 1908 : « La lutte idéologique du marxisme-léninisme contre le révisionnisme, à la fin du 19^e siècle, n'est que le prélude des grands combats révolutionnaires du prolétariat, en marche vers la victoire totale de sa cause, en dépit de toutes les hésitations et faiblesses des éléments petits-bourgeois. »



Jusqu'en 1972, les luttes menées par les travailleurs pour leurs revendications économiques, sociales et politiques se sont cantonnées essentiellement aux petites et moyennes entreprises, appartenant quelquefois à des trusts, Girosteel, Pennaroya, le Joint Français, les Nouvelles Galeries de Thionville, etc. Ces actions ont été morcelées, c'est-à-dire maintenues sur le plan local, régional au plus, par le révisionnisme moderne qui voyait ces luttes parties de la BASE, lui échapper. Mais les communistes marxistes-léninistes, les ouvriers avancés, les délégués C.F.D.T. dans la plupart des cas et quelquefois C.G.T., les intellectuels progressistes, réussissaient à desserrer cette étreinte en popularisant aux quatre coins de la France ces luttes menées contre l'exploitation capitaliste. Ainsi les grévistes, en comptant essentiellement sur leurs propres forces et sur la solidarité prolétarienne, remportaient d'importants succès.

Ces actions prolongées ouvraient la voie et redonnaient confiance à la classe ouvrière, montrant que

l'UNITE à la BASE est la force principale des travailleurs pour faire céder le capitalisme exploiteur.

Et en 1973, nous connaissons de nouveau une marche en avant du mouvement révolutionnaire des masses.

Mais pourquoi l'action à la base n'a-t-elle pu se développer plus rapidement contre l'exploitation et l'oppression capitaliste ?

Le très ancien courant électoraliste a su être utilisé par certains manipulateurs bourgeois qui professent une série de dogmes théoriques à l'image des opportunistes de la deuxième internationale.

Le révisionnisme moderne a ainsi démobilisé, freiné, saboté les luttes en cours, démobilisé aussi certains militants honnêtes de la base en ayant recours à l'électoralisme. Cela en éditant en tout premier lieu le « fameux » « changer de Cap » en décembre 1971, issu de la réunion du comité central du P.C.F. du 9 octobre 1971 et intitulé « Programme pour un gouvernement d'Union Populaire », prélude à l'unité au sommet réviso-social-démocrate du « programme commun de gouvernement » du P.C.F., P.S. et radicaux de gauche signé par tous ces contre-révolutionnaires le 27 juin 1972. Ainsi la voie pacifique se trouvait momentanément « consolidée » en semant les illusions électoralistes par la mystification de la voie des urnes bourgeoises.

Cette bouée de sauvetage permit à la direction syndicale révisionniste C.G.T. de maintenir provisoirement les travailleurs dans un calme relatif, sur leur lieu d'exploitation. Il y eut cependant des anicroches dont la principale fut la grève des aiguilliers du ciel, où les directions syndicales révisionnistes et réformistes se démasquaient comme des jaunes.

Cette longue période pré-électorale et électorale permit à la bourgeoisie monopoliste de reprendre son « souffle », d'accroître le taux de production, de productivité et bien entendu des profits. Cela avec l'accord tacite des révisionnistes et réformistes à la sauce Marchais-Mitterrand-Séguy et consorts qui prêchaient l'ordre et le calme dans le cadre de la constitution monopoliste de la 5^e République. La voie des urnes bourgeoises devait, à les entendre, régler tous les maux, tous les problèmes des masses populaires de notre pays.

Mais cela ne dure qu'un temps — on ne peut tromper éternellement

les masses — et les travailleurs perdaient rapidement leurs illusions électoralistes et passaient à l'action pour leurs revendications économiques, sociales et politiques par la grève avec occupation, manifestations de rue, etc.

**TOUS UNIS DANS L'ACTION
FAISONS CEDER LA DIRECTION**



La bourgeoisie monopoliste joue le jeu avec les révisionnistes et les réformistes. Elle installa le bourgeois libéral, Edgar Faure, comme ministre d'Etat aux Affaires sociales dans le gouvernement du légionnaire Messmer. Celui-ci créa neuf groupes de travail avec la participation des « partenaires sociaux », qui avaient pour thème : « La réforme du droit de licenciement », « La mensualisation du S.M.I.C. et les bas salaires », « L'amélioration des conditions de travail », « Le travail modulé », « Le développement de la participation », « Les travailleurs immigrés », « La refonte et rénovation du code du travail », « La situation des régimes d'assurance vieillesse », « Prospective sociale ».

Donc, depuis septembre 1972, l'eau est passée sous les ponts, les groupes de travail sont restés silencieux et, aujourd'hui, Edgar Faure a trouvé un perchoir dans l'« écurie » du parlementarisme bourgeois, sans piper mot.

Messmer, quant à lui, bavarde beaucoup, promet démagogiquement ; à Provins il balance son carcan de programme en janvier 1973. Puis, comme c'est l'ère des programmes, le 11 avril dans l'« écurie » du parlementarisme bourgeois il présente son programme de gouvernement.

Du social, il en parle : « Notre croissance doit profiter aux plus modestes parmi ceux qui la crée » (...) et il décide de porter le S.M.I.C. à 1 000 F par mois pour 43 h 30 par semaine à dater du 1^{er} juillet, soit en vérité à 900 F pour 40 heures par semaine. « L'Etat donnera

l'exemple dans les entreprises placées sous son autorité... » ou encore « Il est juste que les tâches les plus pénibles fassent l'objet de rémunérations plus élevées et que les efforts en matière d'amélioration des conditions de travail et de promotion professionnelle concernent en priorité les travailleurs non-qualifiés assujettis aux contraintes du travail à la chaîne ou du travail posté. »

Mais la réalité pour la classe ouvrière, c'est autre chose.

C'est trois semaines de grève menée par les OS des grosses presses de l'île Seguin à Billancourt pour l'application concrète « A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL », c'est le lock-out des 7 000 ouvriers de l'île Seguin, puis la fermeture de l'île Seguin, l'usine de Flins de Sandouville, enfin 30 000 lock-outés à la R.N.U.R. ; la réduction d'horaire aux usines du Mans.

C'est aussi, pour les ouvriers en grève de Peugeot à Saint-Etienne qui revendiquent 1 500 F minimum par mois, l'envoi des milices patronales armées contre les grévistes, ces mêmes milices qui assassinèrent, voilà un peu plus d'un an, le 25 février 1972, notre camarade Pierre Overney, à la porte des usines Renault à Billancourt.

**EXIGEONS LA DISSOLUTION
DES BANDES ARMEES FASCISTES
ORGANISEES PAR LA BOURGEOISIE A L'INTERIEUR ET A
L'EXTERIEUR DES USINES !**

